

LES « ENGAGEMENTS PRÉSIDENTIELS » DU FN DES PROMESSES APPAREMMENT FAVORABLES AUX TRAVAILLEURS MAIS FONDAMENTALEMENT PATRONALES

Les 144 propositions du FN pour la campagne présidentielle de 2017 confirment, une fois de plus, que le parti d'extrême droite ne change pas, ni sur le fond ni dans sa démarche.

Suite à la présentation de ces propositions, le « programme » du FN a été retiré de son site. Ne figurent plus dans la rubrique « Le projet » que les 144 « engagements présidentiels » de Marine Le Pen.

Il s'agit d'une ébauche de « programme », par ailleurs peu chiffrée et qui pourrait être modifiée au gré des circonstances.

Sur les questions économiques, on y retrouve, pêle-mêle, des promesses tantôt adressées aux salariés (hausse du pouvoir d'achat, réduction de l'âge de départ à la retraite, etc.), tantôt adressées au patronat et aux riches (baisse de l'impôt sur les sociétés, réduction des cotisations sociales des employeurs...). Mais sur le fond, les propositions du parti d'extrême droite s'inspirent d'une logique profondément patronale.

Le FN ne fait pas de proposition concrète pour le financement de la plupart de ses mesures adressées aux salariés. Par conséquent, son positionnement relève plutôt de la posture. En revanche, il prend des engagements fermes à l'égard des propriétaires des entreprises et des plus fortunés.

Sur le fond, le FN demeure un parti pro-capitaliste, anti-immigré, xénophobe et ségrégationniste : nulle part le système d'exploitation capitaliste n'est mis en cause. Au contraire, plusieurs « engagements » confirment l'attachement du parti d'extrême droite à ce système.

Vieilles idées habillées différemment

Vieux mot d'ordre cher au parti d'extrême droite, la « préférence nationale » ne figure pas en tant que telle dans ses « nouvelles propositions ». Elle transparait cependant à travers plusieurs mesures :

- l'inscription dans la Constitution de la « priorité nationale » qui consiste à donner la priorité – voire l'exclusivité – aux Français-e-s pour accéder à un certain nombre de prestations de service public en matière de santé, de logement, de protection sociale, de politique familiale, etc. ;
- l'instauration d'une « taxe sur l'embauche de salariés étrangers » ;
- la suppression de l'aide médicale d'État (AME) pour les « étrangers sans papiers » ;
- la suppression du droit du sol...
- De la même manière, la « sortie de l'euro » ne figure plus explicitement parmi les propositions du FN. Il s'agirait désormais du « rétablissement d'une monnaie nationale, levier de notre compétitivité ».

Le FN reprend des idées des libéraux tout en les récusant verbalement

Le FN demeure un parti opportuniste et démagogue. Les promesses sont faites en fonction du climat politique et social, sans cohérence entre elles. En effet, la cohérence et la pertinence ne sont pas un souci pour le parti d'extrême droite. La seule chose qui compte pour le FN est de gagner des voix.

- Il prétend ainsi vouloir « rendre 40 milliards d'euros aux Français », en baissant par exemple l'impôt sur le revenu pour les trois premières tranches et en défiscalisant les heures supplémentaires.

Les propositions paraissent en effet séduisantes, au moins pour une partie de la population. Dans la réalité, elles servent de paravent pour camoufler les enjeux de fond et l'attachement du FN aux intérêts du capital.

Ainsi, sous couvert d'une défense des contribuables à revenus modestes, des sujets essentiels comme le renforcement des impôts progressifs, la création de nouvelles tranches d'impôt et la hausse de taux d'imposition des hauts revenus sont escamotés. Pire encore, le FN veut introduire une taxe sur les produits importés, ce qui va peser particulièrement sur le pouvoir d'achat des ménages à revenus modestes. Le FN reprend ici l'idée de « TVA sociale », défendue par les libéraux, en la formulant autrement.

Il en est de même en ce qui concerne la « *défiscalisation des heures supplémentaires* », mesure déjà appliquée par Nicolas Sarkozy, avec de nombreux effets pervers. Ici aussi, prétendant vouloir donner du pouvoir d'achat aux salariés, le FN évacue les questions fondamentales : si les salariés acceptent les heures supplémentaires, c'est parce que leurs salaires sont faibles, du fait de la dévalorisation du travail par les entreprises pour augmenter les profits des actionnaires et des propriétaires. En défendant les heures supplémentaires défiscalisées, le parti d'extrême droite rejoint la droite, les libéraux et les sociaux-libéraux pour qui le travail est un coût qu'il faut réduire.

« Ripoux contre ripoux »

Une autre preuve de la démagogie et de l'hypocrisie du FN : le parti d'extrême droite bâtit son discours sur « tous pourris » et « contre système ».

Or, son « programme » est élaboré par quelques énarques et hauts-fonctionnaires, issus du « système » que le parti d'extrême droite prétend récuser.

La présidente du FN est elle-même impliquée dans une affaire d'abus de confiance, et le parti d'extrême droite est accusé d'« *abus de confiance et recel, escroqueries en bande organisée, faux et usage de faux et travail dissimulé* » en lien avec les indemnités versées par le Parlement européen.

Heureusement pour la France et les Français-e-s, le FN n'a pas le pouvoir, car ses pratiques et son bilan dans les endroits où il l'exerce sont désastreux du point de vue social et démocratique.

SUR LES QUESTIONS RELATIVES AU TRAVAIL LE FN EST DANS LE CAMP DU CAPITAL

Plusieurs propositions du FN visent à faire croire aux salariés qu'il défend leurs intérêts :

- une hausse de 80 euros par mois pour les salaires inférieurs à 1 500 euros nets ;
- le retrait de la loi El Khomri ;
- le maintien des 35 heures ;
- la retraite à 60 ans au bout de 40 années de cotisations (« retraite à taux plein »).

Dans la réalité, ces promesses ont comme contrepartie des mesures préjudiciables pour les salariés. C'est par exemple le cas d'une taxe de 3% sur les importations, une sorte de « TVA sociale », que le FN veut appliquer en contrepartie de la hausse des salaires ; mesure qui réduit autant le pouvoir d'achat des salariés, des privés d'emploi et des retraités.

C'est aussi le cas du retrait de la loi El Khomri. Par leur forte opposition et mobilisation contre cette loi, les salariés expriment la volonté d'une amélioration de leur situation. Au contraire, le FN veut retirer cette loi pour donner plus de possibilités aux patrons.

Ainsi, le FN veut soumettre les 35 heures à des accords de branche. Or, ceux-ci pourraient ramener le seuil de déclenchement des heures supplémentaires dans un sens défavorable aux salariés. Au lieu de renforcer la loi dans l'intérêt de ces derniers, le parti d'extrême droite les met ainsi à la merci du patronat et des rapports de force qui sont souvent plus favorables aux patrons.

En revanche, le FN garde le silence sur la dégradation des conditions de travail, ou encore sur les droits des salariés, notamment celui d'intervenir sur les choix

de gestion des entreprises. Dans de telles conditions, la sympathie affichée de la présidente du FN à l'égard des femmes salariées précaires relève plutôt d'un effet de style.

En ce qui concerne la retraite à 60 ans, le FN ne propose rien pour son financement. C'est d'autant plus problématique que, conformément aux revendications patronales, le parti d'extrême droite propose une hausse des exonérations de cotisations sociales dites patronales. Il propose même de transformer le CICE (crédit d'impôt pour la compétitivité et l'emploi) en réduction générale de ces cotisations.

Ces propositions réduisent les recettes de la Sécurité sociale, sans augmenter l'emploi ou réduire le chômage. Or, le financement des retraites nécessite surtout de créer des emplois et d'augmenter les salaires.

Pour assurer la retraite à 60 ans, il faut transformer le mode actuel de cotisations pour inciter les entreprises à créer des emplois et à augmenter les salaires. Ces pistes vont évidemment à l'encontre des intérêts du capital. C'est pourquoi le FN n'en parle pas. Il reprend simplement un mot d'ordre des mouvements progressistes, tout en le vidant de son contenu.

En revanche, il souscrit totalement aux propositions des libéraux et des sociaux-libéraux (qu'il prétend pourtant récuser) en proposant, comme eux, la réduction des cotisations sociales des employeurs. Cela met aussi en évidence la nature démagogique des promesses du FN.

LES MENSONGES DU FN SUR LE POUVOIR D'ACHAT

Le FN prétend vouloir améliorer le pouvoir d'achat des ménages à revenus modestes principalement par trois moyens :

- une « prime de pouvoir d'achat », de l'ordre de 1 000 euros par an, sur les salaires et les retraites jusqu'à 1 500 euros nets par mois (soit 1,3 fois le Smic) ;
- une réduction de 10% des trois premières tranches de l'impôt sur le revenu ;
- la défiscalisation des heures supplémentaires.

Apparemment profitables aux salariés, ces propositions cachent en fait deux choses : l'hostilité du FN à une véritable valorisation du travail et son engagement vis-à-vis du capital.

Une « TVA sociale » qui réduit autant le pouvoir d'achat

La première mesure proposée n'est en fait qu'un semblant d'amélioration du pouvoir d'achat, car pour financer cette mesure le FN veut instaurer « une contribution sociale sur les importations de 3% », qui n'est autre que la fameuse « TVA sociale » chère aux libéraux et à Nicolas Sarkozy.

Conformément à sa démarche démagogique, le FN ne mentionne pas que cette nouvelle taxe va conduire à une hausse des prix à la consommation. Par conséquent, le gain de pouvoir d'achat pour les bénéficiaires de la « prime » proposée ne serait pas de 1 000 euros par an, comme le prétend le FN, mais nettement moindre, surtout en tenant compte du fait que les ménages concernés dépensent relativement une part plus importante de leur revenu à des fins de consommation.

Une baisse de l'impôt sur le revenu, mais une hausse des impôts indirects

S'agissant de la baisse de l'impôt sur le revenu de 10% pour les trois premières tranches, le FN veut surfer sur le fameux « ras le bol fiscal », slogan défendu par les libéraux et les sociaux-libéraux.

Comme les libéraux, le FN alimente la confusion sur les impôts, car il met l'accent sur la baisse de l'impôt sur le revenu, impôt qui n'est acquitté que par la moitié des

contribuables ; en revanche, il compte augmenter un impôt indirect (« TVA sociale ») qui est payé par tout le monde et qui pèse particulièrement plus sur les ménages à revenus modestes. Ce faisant, le parti d'extrême droite évacue le débat fondamental sur la finalité de l'impôt et son usage pour répondre aux attentes et aux besoins des citoyens.

L'expérience montre que la contrepartie de la baisse de l'impôt est la réduction des dépenses publiques utiles (éducation, santé, infrastructures, etc.). Le gain de pouvoir d'achat lié à la baisse de l'impôt pour une partie des ménages sera contrebalancé par la dégradation de la qualité des services rendus à tous les citoyens, voire par une hausse du prix de l'accès à certains services.

La défiscalisation des heures supplémentaires : faux semblant du gain de pouvoir d'achat

Le FN reprend ici une mesure appliquée par Nicolas Sarkozy, par ailleurs décrié par le parti d'extrême droite.

Une fois de plus, prétendant vouloir donner du pouvoir d'achat aux salariés, le FN évacue les questions fondamentales et néglige les effets pervers de cette mesure.

Si les salariés acceptent des heures supplémentaires, c'est parce que leurs salaires sont faibles. Si les salaires sont faibles, c'est parce que le patronat et les libéraux dévalorisent le travail afin d'augmenter les profits pour les actionnaires et les propriétaires des entreprises. Si les entreprises privilégient les heures supplémentaires, c'est parce qu'elles veulent donner plus à ces derniers.

En défendant les heures supplémentaires défiscalisées, le FN rejoint la droite, les libéraux et les sociaux libéraux pour qui le travail est un « coût » qu'il faut réduire.

De plus, comme les libéraux, le FN néglige les effets pervers de la « défiscalisation des heures supplémentaires ».

Sous la présidence de Nicolas Sarkozy, cette mesure a coûté 5 milliards d'euros par an, selon plusieurs études : 1,5 milliard d'euros de pertes des recettes au titre de

l'impôt sur le revenu et 3,5 milliards d'euros de pertes pour la Sécurité sociale au titre d'exonérations de cotisations sociales, dont 2,5 milliards pour les exonérations salariales et 1 milliard pour les exonérations patronales.

Ensuite, cette mesure a empêché la création d'emplois, surtout dans une période où le chômage augmentait. Selon une étude de l'OFCE, en 2011, l'exonération des heures supplémentaires aurait empêché de créer plus de 30 000 emplois. En tenant compte de ses effets financiers, les pertes d'emplois seraient comprises entre 52 000 et 95 000 postes.

Enfin, la défiscalisation des heures supplémentaires a développé la précarité. Selon une étude réalisée en 2010 par le ministère du Travail, 44 % des entreprises concernées utilisaient cette mesure comme alternative au recrutement en CDI ou CDD, et 52 % pour remplacer l'intérim.

Le FN s'oppose à une véritable valorisation du travail

Le FN est un parti patronal, même s'il s'en défend et même si une partie du patronat – notamment au sein du Medef – s'en dissocie.

L'engagement patronal du FN est évident : pour le parti d'extrême droite, toute hausse des salaires est conditionnée à des mesures qui réduisent le pouvoir d'achat des salariés, ou qui les obligent à « travailler plus pour gagner plus ».

En réalité, FN et libéraux se rejoignent dans leur opposition à une véritable valorisation du travail. Cela explique l'hostilité de Marine Le Pen à la hausse du Smic. Le 25 janvier 2017, elle annonçait sur Europe 1 qu'elle ne proposera pas de hausse du Smic, car selon elle, une telle hausse « entraîne une charge supplémentaire pour les entreprises, qui sont déjà dans une très grande fragilité dans notre pays. »

Voilà une autre preuve de l'engagement patronal du FN.

UNE « MONNAIE NATIONALE » POUR MIEUX EXPLOITER LES SALARIÉS EN FRANCE

Le nouveau « programme » du FN ne mentionne pas clairement la sortie de l'euro, mais un retour à la « souveraineté monétaire » et la création d'une « monnaie nationale ».

Dans ce domaine aussi, la manœuvre est délicate. Le FN tient compte du fait que, malgré son mécontentement, la majorité des Français semble approuver l'euro en tant que monnaie. C'est pourquoi il n'évoque pas explicitement la sortie de l'euro, mais son raisonnement revient au même.

Dévaluer la monnaie sans changer le système signifie dévaloriser le travail

Pourquoi le FN veut-il une « monnaie nationale » ? Pour pouvoir dévaluer la monnaie. Ainsi, le parti d'extrême droite reprend à son compte l'analyse libérale selon laquelle la dévaluation rend les produits nationaux moins chers par rapport aux produits étrangers, ce qui incite à réduire les importations, à produire dans le pays et, éventuellement, à exporter davantage.

Comme le patronat, le FN est obsédé par la « compétitivité prix ». Cette vision anti-salariale est conforme à ses propositions pour transformer le CICE (crédit d'impôt compétitivité-emploi) en exonération générale de cotisations sociales dites patronales et augmenter ces exonérations.

Dans l'optique des travailleuses/travailleurs, qui n'est pas celle du FN, le problème fondamental quant à la dévaluation de la monnaie est le suivant : en l'absence d'un changement de logique du système, la dévaluation de la monnaie équivaut à une dévalorisation du travail. Autrement dit, la valeur de l'heure travaillée en France sera diminuée par rapport à celle des pays avec lesquels elle entretient des relations commerciales. Par exemple, si une heure de travail en France permet d'acheter dix litres de pétrole brut, une dévaluation de 10 % signifie que l'heure du travail n'équivaut qu'à

9 litres du même pétrole. Par conséquent pour obtenir la même quantité de biens, on doit travailler plus. Il s'agit donc d'une dévalorisation du travail et d'une baisse du pouvoir d'achat des salariés.

La dévaluation de la monnaie pose aussi d'autres problèmes. Elle risque ainsi d'alourdir les charges de la dette publique, dont presque deux tiers sont détenus par des individus, entreprises ou financiers qui se trouvent hors de la France.

Le FN attise l'hostilité et la mise en concurrence des travailleurs

Par ailleurs, le parti d'extrême droite dit vouloir renégocier les traités européens pour rendre à la France sa « souveraineté » et organiser un référendum sur l'appartenance à l'Union européenne.

Il compte aussi créer, sous la tutelle de la Caisse des dépôts et consignations, un « fonds souverain » qui aura pour mission de protéger les entreprises françaises des « fonds vautours » et des OPA hostiles. Le FN compte donc réanimer le fameux « Fonds stratégique d'investissement » (FSI) mis en place par Nicolas Sarkozy, soi-disant pour les mêmes objectifs.

Comme dans d'autres domaines, en se cachant ici derrière la « souveraineté » et le « fonds d'investissement », le FN évacue le problème fondamental, à savoir l'exploitation des travailleurs par les détenteurs de capitaux. Ainsi, il fait le silence sur la stratégie des firmes en général et particulièrement celle des groupes mondiaux qui organisent leurs activités en fonction d'un seul critère : la rentabilité du capital, appuyée sur l'optimisation fiscale.

En même temps, le FN attise l'hostilité et la mise en concurrence des travailleuses/travailleurs sous couvert de la protection des intérêts nationaux. Dans cette perspective, il s'appuie et participe à

l'organisation d'une « internationale d'extrême droite » nationaliste, xénophobe, voire fascisante dans certains cas, et compte bien en tirer des bénéfices pour lui-même.

Ainsi, le 21 janvier 2017, Marine Le Pen s'est retrouvée à Coblenz (Allemagne) aux côtés des autres dirigeants de partis d'extrême droite européens. Ces partis convergent sur plusieurs thèmes chers au FN : le rejet de l'immigration, de l'Islam, des élites et de l'Europe, avec un discours « anti-système ».

Au cours de ce rassemblement, Marine Le Pen dit que « 2017 sera l'année du réveil des peuples de l'Europe continentale » et achève son discours par un « Vive les nations d'Europe, et vive l'Europe des nations ! ».

Ce geste en faveur de « l'Europe des Nations » permet au FN d'évacuer le sujet fondamental du contenu de « nations d'Europe » et de « l'Europe des nations ». Le FN, tout comme ses homologues européens, rêve d'une nation où les capitalistes nationaux exploitent tranquillement les travailleurs nationaux (et étrangers, dans la mesure où leur présence serait indispensable pour faire fonctionner la machine capitaliste et mieux exploiter les travailleurs).

Défendre les intérêts des travailleurs/travailleuses implique de poser d'autres questions : sortir de la mise en concurrence et établir des coopérations permettant de tirer vers le haut les normes sociales et environnementales tant en France que dans les autres pays.

Défendre les intérêts des travailleurs suppose également des droits d'intervention pour les salarié-e-s et leurs représentant-e-s sur les choix stratégiques des entreprises. Le FN s'y oppose.

Une « souveraineté monétaire » au service d'une politique autoritaire

Le FN propose également que la Banque de France finance le Trésor. Là encore, le parti d'extrême droite évacue le sujet fondamental de la finalité des dépenses publiques.

Dans l'optique des travailleurs, il ne suffit pas de faire fonctionner la « planche à billets » : l'enjeu

fondamental demeure l'usage de cet argent. À titre d'exemple, l'État pourrait utiliser le recours à la « planche à billets » pour prendre en charge les exonérations de cotisations sociales des employeurs. Le FN ne s'y oppose pas, au contraire, il demande une hausse de ces exonérations.

Conformément à sa doctrine autoritaire, le FN propose de recruter 15 000 policiers et gendarmes, 6 000 agents des douanes et 50 000 militaires. Il veut aussi créer 40 000 places de prison supplémentaires. Ainsi, le financement du Trésor auprès de la Banque de France pourrait servir à construire des prisons, au lieu de créer des postes dans l'éducation, la santé, la culture..., domaines pourtant essentiels pour la cohésion sociale et l'avenir de notre société.

Compte tenu de ces données, des propositions telle que : « augmenter de 30 % le budget public alloué à la recherche », « nationaliser les sociétés d'autoroutes », ou « privilégier les entreprises françaises pour les commandes publiques si l'écart de prix est raisonnable » relèvent plutôt d'un effet de style.

Ainsi, en se cachant derrière la demande légitime d'une hausse du budget de l'État alloué à la recherche, le FN met en sourdine le fait que les dépenses de recherche-développement des entreprises privées sont particulièrement faibles en France.

Évidemment, l'engagement patronal du FN l'empêche de mentionner la responsabilité des entreprises privées dans la faiblesse de l'effort de recherche-développement en France. Voici une autre preuve du fait que le FN est fondamentalement un parti patronal.

LES PROPOSITIONS DU FN SUR LA FISCALITÉ SONT PARTICULIÈREMENT FAVORABLES AUX RICHES ET AUX ENTREPRISES

En matière de fiscalité, comme dans les autres domaines, le FN surfe sur le mécontentement provoqué par la politique d'austérité poursuivie par les gouvernements successifs de droite et de gauche. Il entend faire passer des choix fondamentalement libéraux, prétextant qu'il veut en finir avec le « ras le bol fiscal », slogan mis en avant par les libéraux pour affaiblir notre modèle social.

Avec les propositions du FN, le système fiscal devient plus injuste

Le FN dit vouloir réduire de 10 % les trois premières tranches de l'impôt sur le revenu.

Comme dans d'autres domaines, le parti d'extrême droite reste ambigu sur le sujet : le taux d'imposition de la première tranche est nul. En supposant que la proposition du FN concerne les trois tranches suivantes, cela représenterait 24 millions de foyers fiscaux. Les pertes de recettes pour les caisses de l'État seraient de l'ordre de 6 milliards d'euros par an.

L'expérience montre que la contrepartie de la baisse de l'impôt est la réduction des dépenses publiques utiles (éducation, santé, etc.). Le gain de pouvoir d'achat lié à la baisse de l'impôt pour certains ménages sera contrebalancé par la dégradation de la qualité des services rendus à tous les citoyens, voire par une hausse du prix de l'accès à certains services, notamment la santé, mais aussi, et de plus en plus, l'éducation.

Par ailleurs, le FN veut introduire une « contribution sociale sur les importations de 3 % » qui rapporterait 15 milliards d'euros par an. Cette proposition revient en fait, sans le dire, à mettre en place une « TVA sociale » que le FN dénonce verbalement. Elle réduirait le pouvoir d'achat des contribuables, y compris ceux qui ne paient pas l'impôt sur le revenu. Ce qui aggrave le caractère déjà injuste de notre système fiscal compte tenu du poids relativement plus impor-

tant de la consommation dans le budget des ménages à revenus modestes.

Le FN prend bien soin des riches

Parallèlement, le FN propose une série de mesures en faveur des riches et de sa clientèle historique, à savoir le petit patronat et l'artisanat.

Ainsi, il défend un taux d'impôt sur les sociétés à 15 % pour les TPE et un « taux intermédiaire » à 24 % pour les PME (contre 33 % actuellement).

Il veut également abaisser les « charges sociales » des TPE et PME, transformer le CICE (crédits d'impôt pour la compétitivité et l'emploi, avec un coût annuel de 20 milliards d'euros) en exonération générale de cotisations sociales des employeurs, et instaurer une exonération de cotisations pendant deux ans pour toute embauche d'un jeune de moins de 21 ans.

Ces recettes extrêmement favorables au patronat illustrent les convictions fondamentales du FN : il considère le travail comme un coût qu'il faut réduire. Inversement, l'intérêt général impliquerait, selon le FN, de bien prendre soin des propriétaires. De ce point de vue, le FN partage complètement la vision des libéraux qu'il prétend pourtant récuser.

L'engagement du FN à l'égard des plus fortunés s'observe également à travers les mesures destinées à réduire la taxation des grosses fortunes. Sous couvert de « renforcer la solidarité intergénérationnelle », le parti d'extrême droite veut établir la possibilité pour les plus fortunés de « transmettre sans taxation 100 000 euros à chaque enfant tous les cinq ans (au lieu de quinze ans actuellement) et en augmentant le plafond des donations sans taxation aux petits-enfants à 50 000 euros, également tous les cinq ans ».

Si le FN ne parle plus explicitement de la suppression de l'impôt sur la fortune (ISF), sa candidate évoque des

« *impôts à très faible rendement* ». Implicitement, c'est l'ISF qui est surtout visé.

Le FN s'oppose à une refonte du système fiscal dans l'intérêt des travailleurs

Les propositions du FN montrent qu'il s'oppose à une refonte fondamentale de notre système fiscal dans l'intérêt des travailleurs. En particulier, en prétendant vouloir alléger le « fardeau » de l'impôt sur le revenu, il entend évacuer le débat fondamental sur la finalité de l'impôt et son usage pour répondre aux attentes et aux besoins des citoyens.

L'un des problèmes majeurs de notre système fiscal est le poids important des impôts indirects, notamment la TVA, ce qui le rend particulièrement injuste. L'impôt sur le revenu tient compte du revenu imposable des foyers. En revanche, la TVA est appliquée au même taux à tous les contribuables, quel que soit leur revenu ; elle pèse donc plus sur les ménages à revenus modestes. Or, le FN veut augmenter la TVA, donc rendre le système plus injuste encore. La baisse de l'impôt sur le revenu envisagé par le FN accentue cette

injustice, car le poids de la TVA dans le total des impôts va encore augmenter.

Un autre problème majeur de notre système fiscal est que grâce à l'optimisation fiscale, les grandes entreprises payent moins d'impôts relativement à leurs profits. Pour mettre fin à ces pratiques scandaleuses, il faut augmenter les moyens des services publics, sujet qui ne figure pas parmi les priorités du parti d'extrême droite. Au contraire, conformément à une demande patronale, le FN entend diminuer l'impôt sur les PME, ce qui réduirait les recettes de l'État et les moyens des services publics pour lutter, entre autres, contre la fraude et l'évasion fiscales. On voit bien que le discours du FN contre l'évasion fiscale n'est fait que de mots vides de sens.

Dans l'optique des travailleurs, l'impôt doit devenir plus juste. Il doit aussi être plus efficace pour accroître l'emploi et l'investissement productif. Le FN considère au contraire l'impôt comme un frein, un fardeau dont il faut se débarrasser. C'est sur cette vision libérale que le FN bâtit ses propositions, tout en prétendant qu'il défend les plus démunis.

LES MENSONGES DU FN SUR LA « DÉFENSE » DE LA FONCTION PUBLIQUE

En 2011, le FN a engagé une inflexion forte quant à son rapport aux fonctionnaires. Cette inflexion s'inscrit dans la stratégie frontiste d'investissement de la question sociale. Dans ce cadre, le parti d'extrême droite s'érige en défenseur des services publics et de la Fonction publique.

Le 23 février 2011, Marine Le Pen a ainsi adressé aux agents de la Fonction publique une lettre dont l'objet est de « clarifier les choses » puisque « beaucoup d'entre vous ont cru de bonne foi que le Front national est votre ennemi, l'ennemi des fonctionnaires ».

La préférence nationale est contre les principes fondamentaux des services publics

En parole, le FN affiche son attachement aux notions d'intérêt général, de protection, de solidarité.

Dans la réalité, la « priorité nationale », notion structurante de son projet, est totalement contraire aux principes fondamentaux des services publics et de la Fonction publique. La priorité nationale consiste en effet notamment à donner la priorité, voire l'exclusivité, aux Français-e-s pour accéder à un certain nombre de prestations de service public en matière de santé, de logement, de protection sociale, de politique familiale, etc. On est bien loin de la neutralité et de l'égalité de traitement, principes essentiels de la conception républicaine de la Fonction publique, sans lesquels l'intérêt général n'a pas de sens.

Les expériences locales de gestion municipale du FN ont d'ailleurs largement démontré que le parti d'extrême droite pratique une gestion clientéliste et partisane des services publics, et agit à l'inverse des principes directeurs de ces derniers.

Le FN promeut par ailleurs une conception centraliste et autoritaire de l'intervention publique, axée sur les missions dites régaliennes de l'État conçues comme des outils de contrôle social. Il se place ainsi à rebours du processus de décentralisation, indispensable pour

développer la démocratie de proximité, l'emploi et les services publics locaux. L'engagement n°6 du projet présidentiel du FN entend ainsi supprimer régions et intercommunalités dans l'objectif notamment de « réduire les frais de fonctionnement ». On voit bien que pour le FN, comme pour les libéraux qu'il prétend dénoncer, la priorité est la réduction des dépenses et non la réponse aux besoins des populations.

Tout en prétendant défendre les fonctionnaires et leur statut, Marine Le Pen prévoit « dans un souci d'égalité » « d'établir à deux jours le délai de carence dans le public et le privé pour le paiement des indemnités journalières d'assurance maladie » (engagement 86). Elle reprend ainsi à son compte une mesure populiste de Nicolas Sarkozy visant à stigmatiser les fonctionnaires, considérés comme des « privilégiés ». Il est utile de rappeler que la majorité des travailleurs ne sont pas assujettis à une ou des journées de carence et que la véritable inégalité réside dans le fait qu'une minorité de salariés du privé est concernée par ce mécanisme.

Le FN veut monter les fonctionnaires les uns contre les autres

Marine Le Pen dénonce les conséquences des politiques menées en termes d'emplois, dans la police, la gendarmerie, l'armée, l'école, l'hôpital.

Les engagements n°13, 20, 24 et 121 de son projet présidentiel prévoient le recrutement de 15 000 policiers et gendarmes, 6 000 douaniers et 50 000 militaires. L'engagement n°68 prévoit d'augmenter les effectifs de la Fonction publique hospitalière.

Dans le même temps, dans une interview le 3 janvier 2017 sur RMC, Marine Le Pen réaffirme sa volonté de réduire le nombre des fonctionnaires territoriaux.

Le 8 janvier, elle déclare au *Parisien* : « Le nombre de fonctionnaires a énormément augmenté dans la fonction publique territoriale. En parallèle, on se retrouve avec un déficit de personnel dans un certain nombre de ser-

vices de l'État. J'appelle donc à un rééquilibrage. Je ne vais pas dire "il faut en supprimer tant", cela n'a pas de sens. Je n'ai pas une vision comptable des choses, j'ai une vision politique. Je n'entends pas m'avancer sur des licenciements de fonctionnaires territoriaux. Je propose de les redéployer. Et si un problème de surnombre persiste, on agira sur le curseur du non-remplacement des départs à la retraite.»

Tout en affirmant donc sa volonté d'un rééquilibrage global des effectifs de la Fonction publique, la présidente du FN entend renforcer ceux de la Fonction publique hospitalière et créer au moins 110 000 postes dans la Fonction publique de l'État sur les missions Armée/Police/Douanes – auxquels s'ajouteraient les postes correspondant à son engagement de créer 40 000 places de prison supplémentaires.

Inscrits dans un objectif global d'équilibre budgétaire, de tels volumes de création de postes sur les missions ciblées conduiraient inmanquablement à des suppressions massives de postes dans les autres secteurs. La Fonction publique territoriale est clairement ciblée mais les missions de l'État jugées « non prioritaires » par le FN feraient également les frais de sa politique.

L'application des engagements de Marine Le Pen conduirait à une reconfiguration profonde de la Fonction publique au service d'une conception sécuritaire, militariste et répressive de la puissance publique. Cela se ferait au détriment des politiques de proximité et de solidarité visant à préserver et renforcer la cohésion sociale.

Le FN compte poursuivre les politiques libérales, tout en les dénonçant verbalement

Le FN s'inscrit dans la continuité et même l'aggravation des politiques à l'œuvre de déconstruction de la Fonction publique. Son projet est d'essence libérale et populiste. Il ne répond ni aux besoins des usagers ni aux préoccupations des agents. Il est contraire aux valeurs fondatrices de la Fonction publique et de la République et fait fi de l'intérêt général. Il n'apporte pas de réponse de progrès au problème fondamental de la répartition inégale des richesses produites par le travail, et de leur contribution pérenne au financement des missions publiques permettant de satisfaire les besoins essentiels de la population.

LES MENSONGES DU FN SUR L'IMMIGRATION

Le FN fait de la stigmatisation des immigrés son fonds de commerce privilégié. L'immigration est présentée, tout comme l'Union européenne, comme une source de «*mauvaises dépenses publiques*», et les immigrés sont accusés de prendre le travail des Français, de coûter cher à l'État et à la Sécurité sociale, voire d'être à l'origine de la montée de la délinquance et de l'insécurité.

Ces accusations sont fausses et infondées. Il est illégitime, d'un point de vue éthique, d'aborder le sujet de l'immigration sous le prisme de calculs mesquins de pertes et profits. Il n'en reste pas moins que, même dans le cadre d'une telle analyse, les arguments du FN sont mensongers.

Les immigrés participent à la création des richesses et apportent aux pays d'accueil

Les immigrés apportent avant tout la main d'œuvre dont l'économie a besoin. Par leur travail, ils participent à la création des richesses. De plus, leur consommation génère une demande pour les entreprises. Enfin, la réponse aux besoins des immigrés, comme ceux des autochtones, suppose le développement des services et des infrastructures publics, ce qui alimente aussi la machine économique.

La majorité des études et travaux menés sur les conséquences économiques générales de l'immigration sur les pays d'accueil convergent sur le fait que l'immigration a un effet positif sur l'ensemble de l'économie. Les rares études qui arrivent à la conclusion contraire reconnaissent que l'effet négatif est très faible, voire quasi nul.

La majorité des études confirme également que l'immigration a généralement un effet positif sur les finances publiques. Autrement dit, les immigrés apportent plus qu'ils ne coûtent aux caisses de l'État et de la Sécurité sociale.

Le FN présente les choses comme si les immigrés prenaient de l'argent dans les caisses de l'État, sans y contribuer. Un seul exemple pour illustrer son

cynisme en la matière : le FN ne dit jamais que les immigrés, comme les autochtones, paient l'impôt sous plusieurs formes : l'impôt sur le revenu, la taxe d'habitation voire la taxe foncière, et surtout la TVA.

Idem pour ce qui concerne la Sécurité sociale. Les immigrés cotisent, y compris les «*travailleurs sans papiers*» : des travailleurs privés de droits car sans papiers, mais qui cotisent à la Sécurité sociale.

Contrairement aux diffamations du FN, les immigrés ne prennent pas le travail des Français

Les études disponibles confirment également que s'agissant de l'emploi, il y a complémentarité entre les postes occupés par les autochtones et ceux occupés par les immigrés ; preuve que les immigrés ne prennent pas le travail des Français.

En revanche, les immigrés se trouvent généralement dans des situations plus fragiles, même si leur niveau d'étude tend à augmenter. Le patronat s'appuie sur cette fragilité pour peser sur les salaires et les conditions de travail de l'ensemble des salariés. Il n'en demeure pas moins que, selon les études disponibles, la présence des immigrés a un effet positif sur le salaire des salariés autochtones : elle permet aux autochtones d'occuper des postes généralement plus qualifiés et plus rémunérés.

Un autre mensonge du FN : l'immigration serait la cause du chômage en France. Par cette affirmation gratuite, le FN camoufle la vraie cause du chômage qui est bien la recherche des profits pour les actionnaires : si les entreprises licencient ou n'embauchent pas assez, c'est parce qu'elles veulent augmenter les profits.

De plus, toutes les études menées sur le sujet montrent qu'il n'y a pas de lien de cause à effet entre l'immigration et le chômage. Ainsi, les immigrés représentent 28 % de la population au Canada et 15 % en Allemagne. Le taux de chômage dans

ces deux pays est de 6 et 4 % respectivement. En France, les immigrés représentent 12 % de la population, alors que le taux de chômage est de 10 %.

Ce constat vaut aussi pour les flux plus récents d'immigration : dans les pays qui accueillent beaucoup plus d'immigrés que la France, le taux de chômage est nettement plus faible.

La discrimination à l'encontre des immigrés affaiblit les droits des salariés autochtones

Au regard de ces réalités, on mesure l'ampleur du cynisme du FN lorsque, soi-disant pour préserver l'emploi des Français, il veut instaurer une « *taxe sur l'embauche de salariés étrangers* ». Il faut bien préciser que cette taxe existe déjà, ce qui n'a pas empêché que 6 millions de personnes soient exclus du travail et privés d'emploi en France.

Comme dans d'autres domaines, le FN entend ici camoufler la vraie cause du chômage. Par cette mesure discriminatoire, il compte dédouaner complètement le patronat qui décide de licencier ou de ne pas embaucher. C'est donc aux patrons de financer les indemnités-chômage et non aux salariés qui en sont victimes, indépendamment de leur origine.

Des exemples historiques montrent que dans les pays qui ont instauré des mesures discriminatoires envers les salariés selon leurs origines, tous les salariés, aussi bien les étrangers que les autochtones, se sont trouvés perdants. C'est par exemple le cas de l'Irlande du nord où, dans les années 1960-70, les salariés protestants bénéficiaient d'avantages au détriment des salariés catholiques. Ces discriminations, qui ont donné lieu à de grands mouvements pour la défense des droits civils et de l'égalité, n'ont pas empêché la crise de s'installer – notamment dans les chantiers navals de Belfast. Celle-ci a touché tous les salariés, indépendamment de leur origine. Les salariés ont connu misère, chômage, violence. Pendant ce temps le capital n'était pas inquiété.

De plus, les mesures discriminatoires sont contraires au droit international et aux normes de l'Organisation internationale du travail (OIT) qui protègent les salariés, quelle que soit leur origine ou leur nationalité.

Combattre la mondialisation libérale nécessite plus de droits pour tous les salariés à travers le monde, sans discrimination. Remettre en cause ces droits, c'est fragiliser tous les salariés, parmi lesquels les salariés français que le FN prétend défendre.

Voilà une autre preuve de l'imposture du parti d'extrême droite.

INDUSTRIE : UN PROGRAMME EN TROMPE-L'ŒIL

Dans leurs discours, certains dirigeants du FN se disent hostiles au « grand capital ». Mais cette « hostilité » ne fait pas l'unanimité parmi ses dirigeants, loin s'en faut.

Ce tiraillement du FN entre le « grand capital » et le « petit et moyen capital » s'observe aussi au sein du patronat et explique notamment les divergences au Medef quant à son positionnement vis-à-vis du FN.

Le fait que pour le parti d'extrême droite, la défense de l'emploi passe par l'application des mesures favorables au capital, tels l'allègement de la fiscalité sur le capital et la baisse des cotisations sociales des employeurs, montre son attachement au système de l'exploitation capitaliste.

Soulignons que la défense des entreprises du Cac 40 par le FN est contradictoire avec ses « cris » contre les marchés financiers dont il dit qu'il faut s'en libérer, car ces entreprises se rangent parmi les principaux vecteurs de la financiarisation de l'économie et de la mondialisation libérale, décriées par le FN.

Généralement, le parti d'extrême droite rêve d'un capitalisme national et de taille moyenne. Cette tendance permet au FN de s'afficher, au gré des circonstances, comme « l'ennemi du grand capital ». Cela l'autorise à gagner plus d'audience auprès des « laissés-pour-compte » et des perdants de la mondialisation et de l'Europe libérales, tout en mobilisant les patrons dans le commerce, l'artisanat et les petites et moyennes entreprises.

Sans défendre l'industrie, le FN fait des propositions qu'il pourrait présenter comme étant favorables à cette dernière. La liste ci-dessous recense ces propositions – recopiées pour l'essentiel à partir des revendications des progressistes. Comme dans les autres domaines, la manœuvre est délicate, car prises isolément, elles pourraient effectivement être considérées comme étant favorables à l'industrie. Mais en faisant le lien avec les autres propositions du FN et surtout avec ses conceptions fondamentales, l'ensemble devient contradictoire et sans cohérence – d'autant plus que

ces propositions ne sont pas assorties de mesures de financement.

Propositions ayant un impact plutôt direct sur l'industrie :

- soutenir l'effort d'investissement en infrastructures, en particulier dans la ruralité (très haut débit, couverture téléphonique, routes...);
- moderniser et sécuriser la filière nucléaire française;
- refuser la fermeture de la centrale de Fessenheim;
- interdire l'exploitation des gaz de schiste;
- développer des filières françaises des énergies renouvelables (solaire, biogaz, bois...);
- soutenir la filière française de l'hydrogène (énergie propre).

Propositions susceptibles d'avoir un impact sur l'industrie :

- maintenir le contrôle de l'État sur EDF;
- contrôler les investissements étrangers qui portent atteinte aux intérêts nationaux grâce à une Autorité de sûreté économique;
- réserver des commandes publiques aux entreprises françaises si l'écart de prix est raisonnable;
- réserver une partie des commandes aux PME;
- renationaliser les sociétés d'autoroutes;
- respecter les délais de paiement, pour l'État et les collectivités territoriales, en appliquant des pénalités réellement impératives et automatiques;
- libérer l'accès au crédit pour les petites et très petites entreprises grâce à des taux préférentiels;
- diviser par deux le taux d'intérêt maximum (taux d'usure) pour les emprunts et les découverts bancaires (agios) pour les entreprises.

LA PRÉFÉRENCE NATIONALE : SOCLE DE LA PROTECTION SOCIALE

Le noyau dur du programme de Marine Le Pen est conforme aux orientations d'extrême droite du FN : son socle est la préférence nationale. À celui-ci s'amalgament d'abord des propositions tirées des revendications du patronat, qui visent notamment à satisfaire les dirigeants de PME, et, ensuite, des propositions destinées aux salariés. Enfin, rien n'est dit de cohérent sur la manière dont ces mesures seraient financées.

Le socle de la «préférence nationale»

On retrouve les propositions classiques du FN :

- supprimer l'aide médicale d'État qui permet de soigner les personnes sans-papiers, sous condition de stabilité de résidence et de ressources ;
- conditionner le versement du minimum vieillesse (à présent dénommé Aspa) à la nationalité française ou à 20 ans de résidence sur le territoire national ;
- mettre en œuvre «une vraie politique nataliste» réservée aux familles françaises.

Dans la même veine, on trouve d'autres propositions :

- instaurer une «prime de pouvoir d'achat» à destination des bas revenus et des petites retraites (moins de 1 500 € par mois). Cette prime serait financée par une contribution sociale de 3% sur les importations ;
- relever le numerus clausus des études médicales «pour éviter le recours massif aux médecins étrangers et permettre le remplacement des nombreux départs à la retraite prévus» ;
- supprimer la directive européenne «détachement».

Des mesures destinées aux patrons, notamment ceux des PME

Un certain nombre de mesures s'adressent directement aux patrons des PME et visent à séduire cet électorat :

- «baisser les charges sociales des TPE-PME de façon lisible et significative», les conditionner au maintien de l'emploi et y intégrer le CICE ;
- exonérer totalement les PME de cotisations sociales pour la première embauche ;
- réformer le compte pénibilité jugé «inapplicable dans sa forme actuelle» ;

- créer un bouclier social pour les travailleurs indépendants, en leur proposant le choix de s'affilier au régime général ou de conserver la spécificité de leur régime «après une refonte totale du RSI».

Des mesures apparemment «de gauche»

Le programme du FN met en avant des mesures qui ont pour objet de s'acheter une image pseudo-sociale pour attirer l'électorat populaire, mais dont l'inspiration relève de la logique patronale. La plus emblématique de ces mesures est le retour de l'âge légal de la retraite à 60 ans avec 40 annuités de cotisation pour percevoir une retraite à taux plein.

On trouve également un ensemble de mesures qui concernent la santé :

- garantir la sécurité sociale pour tous les français ainsi que le remboursement de l'ensemble des risques pris en charge par l'assurance maladie ;
- renforcer le contrôle des «fraudeurs», notamment en instaurant une Carte vitale biométrique ;
- lutter contre les déserts médicaux ;
- maintenir au maximum les hôpitaux de proximité et augmenter les effectifs de la fonction publique hospitalière ;
- baisser le prix des médicaments coûteux en développant les génériques ;
- créer un «5^e risque de Sécurité sociale» consacré à la dépendance ;
- revaloriser l'Allocation adulte handicapé.

Un programme qui n'est pas financé

Rien n'est dit de cohérent pour financer ce programme, en particulier pour le retour de la retraite à 60 ans. Au contraire, le FN propose de nouvelles baisses de «charges» pour satisfaire aux injonctions patronales.

Au chapitre financement, on trouve surtout la suppression de l'aide médicale d'État, diverses actions de luttes contre la fraude – Carte vitale biométrique fusionnée avec la carte d'identité et «lutter contre la gabegie financière» – et l'investissement dans le numérique.

ATTENTION AUX PARTAGES !

Il est impossible de référencer tous les groupes et pages sur internet, Facebook ou Twitter liés à l'extrême-droite, ce qu'on appelle la « fachosphère ». Par ailleurs, cela fait longtemps qu'ils développent de véritables stratégies pour diffuser leurs idées d'extrême-droite sur les réseaux.

La facilité des partages ou retweets est habilement exploitée par la fachosphère, qui n'hésite pas à diffuser des reportages sur des luttes, des articles sur la défense du Code du travail ou contre l'impérialisme occidental, en apparence anodins. Mais cela fait connaître et donne de la légitimité à des comptes complottistes, négationnistes ou nationalistes.



Vidéo partagée sur Facebook, mentionnant la page d'origine : « Au nom de la Liberté d'expression. » Mais le partage a pu se faire à partir du mur Facebook d'une connaissance ou d'un camarade de confiance.

En cliquant sur le lien de la page d'origine, on tombe sur un contenu explicitement d'extrême-droite (comme le montre la publication ci-après).

Et comme Facebook propose des publications en fonction des intérêts de chaque utilisateur et de la popularité des pages, on risque de se voir proposer de plus en plus de contenus de ce type...



L'exemple ci-dessus montre donc qu'on peut vouloir partager la vidéo d'une mobilisation, notamment parce qu'on l'a vu sur la page d'un camarade, et se retrouver à faire de la publicité pour un compte ou un site d'extrême-droite.

En dehors de sources issues des médias classiques (qui ne sont pas parfaits, surtout sur le traitement de l'extrême-droite) ou d'organisations fiables, mieux vaut prendre quelques secondes pour regarder la page d'origine, avoir une idée des autres publications et des thèmes abordés, des liens mis en avant... Cela peut paraître fastidieux mais c'est indispensable.

Des expressions qui peuvent alerter

La fachosphère utilise certaines références, qui sont propres aux courants fascistes et d'extrême-droite (oligarchie, racines, complot) ou reprises (et déformées) du camp progressiste : liberté d'expression (très utilisée pour faire taire ceux qui critiquent et veulent mettre un terme à des positions d'extrême-droite), résistance, laïcité... Comme l'illustre l'extrait ci-dessus, la rhétorique de l'infection et celle de l'extermination sont des classiques de l'extrême-droite, tout comme les références antisémites au sionisme ou « américano-sionisme » et les références racistes à l'invasion musulmane et barbare.

Des débats impossibles

Une des caractéristiques de la pensée fasciste est de se placer hors du cadre rationnel. Non seulement une partie de leur propagande fait appel à l'émotionnel, à l'irrationnel, aux pulsions de haine ; mais la manière de « débattre » est également perverse.

Cela passe par des demandes d'arguments et de preuves sans fin à leurs contradicteurs (qui ne parviendront jamais à les convaincre), parallèlement à l'absence de démonstration factuelle de leur part.

L'extrême-droite et les courants fascistes n'apportent pas de mauvaises réponses à de bonnes questions, ils posent de mauvaises questions. Il faut donc parvenir à se décaler de leur logique, de leurs perspectives. Et savoir dire que certaines choses ne passent pas, tout simplement. On ne débat pas à partir de positions d'extrême-droite, mais à partir de faits, de nos analyses, de notre conception CGT de la solidarité, du respect...

Sous couvert d'« humour »

La caricature, les « blagues » sont de longue date des outils qui véhiculent préjugés et dés-humanisation. On peut y ajouter aujourd'hui les photomontages.

Quand est-ce que l'humour cesse d'être drôle ? Peut-être tout simplement à partir du moment où ceux qui en sont la cible se sentent blessés, sont présentés de manière péjorative, pour ce qu'ils « sont » (ou qu'on imagine qu'ils sont). « Les » musulmans, « les » Juifs, « les » femmes, « les » homos, « les » syndicalistes ou « les » fonctionnaires... ce ne sont jamais des catégories homogènes, et elles ne disent rien des opinions et actions de ceux qu'on range dans ce groupe. Les racistes, en revanche, sont des personnes que l'on peut identifier par leurs pratiques et leurs discours, ce qui est objectif. Il faut donc être particulièrement vigilant aux vidéos, dessins ou photomontages qui se disent « drôles », car la ligne rouge est facilement franchie.

Combattre la banalisation... en interne notamment

Il n'est pas toujours facile de distinguer un manque de vigilance d'une adhésion réelle. Mais dans tous les cas, l'effet est là : donner à penser que c'est acceptable de rejeter certaines catégories de la population, ou faire la publicité d'un antisémite virulent.

Ce qui est certain, c'est que laisser passer sans réagir des positions d'extrême-droite, même sur un seul sujet, revient à les banaliser et à les laisser se multiplier et se propager. L'image ci-contre est issue d'une page d'une section CGT, page animée par le délégué syndical ; et montre que militer à la CGT n'est pas la garantie d'être immunisé contre les idées d'extrême-droite.

Il est donc important d'avoir une réaction (message privé, discussion dans le syndicat...), et suppression s'il s'agit d'un commentaire ou média d'une organisation CGT. Plus il y aura de camarades qui réagissent, plus nous montrerons que le refus des idées d'extrême-droite est fort !



Ci-dessus la capture d'écran de la page d'un délégué CGT

LA DÉSINFORMATION, UN OUTIL DE PROPAGANDE DE L'EXTRÊME DROITE SUR INTERNET

L'extrême droite a très tôt vu qu'Internet et les réseaux sociaux étaient de puissants supports pour leur propagande, et a donc mis en œuvre un certain nombre de stratégies.

Avant de les détailler, il est important de préciser que le sujet de cette fiche ne sera pas tant le Front national (qui sans négliger Internet, met en œuvre des campagnes de terrain, de proximité, sur le long terme) que la multitude de groupes qui compose la fachosphère.

Les prétendus « médias alternatifs » et sites de « ré-information »

De nombreux sites se présentent comme des médias alternatifs ou participatifs : Alter-info, Agoravox, mondialisation.ca, Égalité et Réconciliation d'Alain Soral, Novopresse (Bloc identitaire), Panamza, Riposte laïque, medias-presse.info, Investig'ation, Boulevard Voltaire... Sans compter les sites régionaux et autres pro-régime russe : Russia Today (RT) et Sputnik.

On trouvera fréquemment dans les titres ou thèmes des articles des termes comme mensonge, manipulations, scandale, révélations, imposture... souvent accolés d'adjectifs comme « médiatique ». Ou des questions comme « pourquoi ne nous parle-t-on pas de... ? » Un autre trait commun fréquent est la défense de dictatures – la Russie en tête – et les positions nationalistes/souverainistes. Sont également abordés, selon les tendances, l'antisémitisme (qui se manifeste par la fréquence de sujets sur le sionisme, Israël, le Crif) et/ou l'islamophobie (avec les théories du « grand remplacement », les amalgames entre musulmans et terroristes...). On peut même parfois y trouver des critiques du FN ou de Marine Le Pen, l'extrême droite ayant des courants variés et parfois opposés sur des sujets précis.

Certains sites se basent plus sur les vidéos que sur l'écrit. Ils ont des journalistes qui se déplacent dans les manifestations (pour diffuser leurs reportages sur les réseaux sociaux, en plus de leur site), et peuvent même tenter d'interviewer des militants. On peut citer Indepenza webtv, Meta-TV ou TV Libertés (TVL).

L'exploitation des faits divers

Diffusion systématique de faits divers sur des thèmes bien particuliers, par exemple ayant de près ou de loin un lien avec l'immigration (même si ce lien n'est en réalité pas significatif) : c'est ainsi que fonctionne ce qui est aujourd'hui le 1^{er} site « d'info alternative », Fdesouche.

Mais il y a aussi la stratégie de « saturation des commentaires et sondages en ligne » (« trollage »), notamment sur les sites de journaux régionaux. Une avalanche de commentaires hostiles aux étrangers ou aux musulmans sont parfois postés par une poignée de militants d'extrême droite, organisés et très actifs. Cette manœuvre laisse penser que ces avis sont ceux d'une

majorité de la population, et permet de décomplexer le discours – et souvent ensuite les pratiques. Les mêmes techniques peuvent être utilisées sur les comptes de militants ou d'organisations antifascistes.

Les fake news et les rumeurs

La fachosphère utilise aussi la désinformation pure et simple : altération des faits, utilisation d'images issues d'un autre contexte, rumeurs présentées comme des faits... Il est donc important de ne pas réagir ou partager trop vite, de lire le texte en entier et pas juste le titre ou l'intro, de vérifier l'origine de ces « infos », de croiser plusieurs sources...

La fachosphère, influente sur tout le net

L'influence de la fachosphère dépasse sa multitude de sites et réseaux sociaux. Il faut être particulièrement prudent (et former ses proches, dans le cadre militant ou familial) quand on utilise des moteurs de recherche.

La stratégie de la fachosphère, mise en place depuis des années, a été efficace, et ce sont souvent leurs sites qui arrivent en tête des recherches.

Même prudence sur Wikipédia : certains sujets sont la cible de ré-écritures régulières, pour « transformer » le parcours ou la présentation de figures politiques, mais aussi pour banaliser des thèses complotistes sur de nombreux sujets qui ne semblent pas directement « politiques » (vaccins, Sida...).

Internet, un outil de recrutement

Internet est aussi un moyen de recrutement pour les organisations terroristes djihadistes. L'extrême droite fait également de la propagande et du recrutement au travers de sites grand public ayant des forums, comme Yahoo questions/réponses ou jeuxvideo.com (qui touche particulièrement les jeunes).

RESPONSABILITÉ PÉNALE ET INTERNET

Une image ou un texte raciste, sexiste, antisémite, homophobe ou appelant à la haine, ce n'est pas une opinion ou de l'humour, mais un délit. Ce délit existe par la simple publication sur votre réseau social, même s'il s'agit du commentaire d'une autre personne. L'administrateur d'un compte ou d'un site est responsable de tout ce qui y est publié.

Il faut donc être vigilant sur ses comptes personnels sur les réseaux sociaux... et bien sûr, sur le site Internet ou la page Facebook d'une organisation syndicale.

Outre le fait que de telles publications sont contraires à ce que porte la CGT en termes de solidarité et d'égalité des droits, elles peuvent donner une mauvaise image aux salariés, mais également entraîner des poursuites pénales ou des réactions de l'employeur.

À l'inverse, il est possible de signaler à Facebook ou Twitter les pages ou comptes ouvertement racistes, antisémites, homophobes, sexistes, même si ces plateformes ont une politique insuffisante en la matière. Il existe également un portail gouvernemental (Pharos) qui surveille les publications Internet et qui permet des signalements : <https://www.internet-signalement.gouv.fr>.

LE FRONT NATIONAL HAÏT LE SYNDICALISME ET LES SYNDICALISTES

L'extrême droite ne défend pas les salariés, mais un capitalisme national. Si elle s'oppose à la loi Travail, c'est uniquement parce qu'elle souhaite des négociations de branches. Toutes les entreprises sur le territoire français seraient ainsi à « égalité », tandis que les entreprises implantées à l'étranger seraient taxées. Elle ne connaît pas le monde du travail, et n'a jamais aimé le syndicalisme, ni les syndicalistes. Elle rejette ce qu'elle ne maîtrise pas :

- la proposition n° 10 du programme de Marine Le Pen vise à casser le « monopole syndical au premier tour des élections professionnelles » ; en d'autres termes, l'objectif est d'émietter le paysage syndical en multipliant les organisations corporatistes télé-guidées par le patronat. Elle vise aussi à « contrôler le financement des syndicats », comme si nous n'étions pas déjà soumis à des contrôles Urssaf, à celui d'experts comptables et de commissaires aux comptes... La volonté est de soumettre les syndicats financièrement, ce qu'elle refuse par ailleurs pour le financement des partis politiques ;
- la proposition n° 45 est purement patronale ; elle réduira encore les droits des salariés à bénéficier d'instances représentatives du personnel dignes de ce nom dans les PME de moins de 300 salariés, en rendant obligatoire la fusion des instances délégués du personnel et comité d'entreprise dans une délégation unique du personnel (conduisant donc à encore moins de proximité pour les représentants des salariés...) ;
- dans les mairies FN et apparentées, les militants syndicaux sont mis sous surveillance et sanctionnés. Elles refusent par ailleurs de prêter des salles à des comités d'entreprise pour des arbres de Noël ou font payer les salles pour les réunions syndicales.
- la Justice – soi-disant à la botte du pouvoir – est la cible d'attaques incessantes lorsqu'elle demande des comptes au Front national pour ses montages financiers. Celui-ci s'en prend tout particulièrement au Syndicat de la magistrature, qui ne représente qu'un quart des juges et serait composé « d'islamo-gauchistes et d'immigrationnistes » (Riposte Laïque, Alain Lussay, mars 2017) seulement guidés par leur idéologie et leur volonté de faire rendre gorge au FN. C'est surtout une remise en cause de l'indépendance de la Justice, que les militants syndicaux paient pourtant très cher ;
- l'extrême droite haït les fonctionnaires ; elle souhaite supprimer des milliers de postes dans la Fonction publique territoriale en faisant disparaître les intercommunalités et les conseils régionaux. Même si elle fait semblant de les défendre, Marine Le Pen dérape quand les juges et les policiers la convoquent : « Dans quelques semaines, ce pouvoir politique aura été balayé par l'élection. Mais ses fonctionnaires, eux, devront assumer le poids de ces méthodes illégales. Ils mettent en jeu leur propre responsabilité. L'État que nous voulons sera patriote. » La caporalisation de la Fonction publique, l'impunité pour elle et ses amis, c'est la tolérance zéro revue par l'extrême droite ;
- les déclarations successives des dirigeants de cette mouvance, ont pendant la lutte contre la loi El Khomri, martelé les mêmes clichés : « les blocages et la prise en otage des Français par la CGT sont inacceptables » (Nicolas Bay, secrétaire général du FN, le 27 mai 2016), ou « les blocages et grèves à répétition qui menacent à présent de paralyser le pays, l'exacerbation des tensions dans tous les domaines » (Communiqué FN du 24 mai 2016). Il est donc possible de s'opposer, mais sans manifester et sans gêner personne : l'extrême droite rejoint alors le Medef et les amis de Fillon, de Macron ou de Valls pour condamner le mouvement social ! C'est d'ailleurs encore le cas en Guyane, où le Front national refuse le blocage du territoire, même s'il prétend soutenir le mouvement...

C'est parce que le mouvement syndical s'est toujours opposé à l'extrême droite que celle-ci a toujours tenté de le réduire au silence : le seul syndicalisme qu'elle tolère, c'est celui qu'elle contrôle.

Le Front national a essayé de créer ses propres syndicats (FN-police, FN-transport, FN-pénitentiaire) dans les années 1990. Ces derniers ont par la suite été interdits, car un syndicat n'est pas un parti politique.

L'extrême droite a créé des faux-nez : les syndicats jaunes au début du XX^e Siècle, la CFT (Confédération française du travail) dans l'automobile dans les années 1960 jusqu'en 1977, où elle fut remplacée par la CSL (confédération des syndicats libres) suite à l'assassinat de notre camarade Pierre Maitre, et aux blessures de deux autres militants CGT par balles à Reims en juin 1977 par un commando de membres de la CFT pendant un mouvement de grève aux « verrières mécaniques champenoises »... Son modèle reste la charte du travail de Pétain : un système corporatiste par branches d'activité pour favoriser « l'entente entre les salariés et les patrons » et éviter ainsi la lutte des classes. Au nom du maintien de l'ordre, la charte du travail dissout les syndicats et interdit la grève...

Le Front national a essayé l'entrisme dans les organisations de salariés en présentant des militants syndicaux aux élections politiques. Aujourd'hui, il tente une nouvelle fois de porter ses idées dans l'éducation nationale avec le collectif « Racine », en remettant en cause le droit à la scolarité pour toutes et tous,

et de développer son implantation dans les entreprises avec des cercles de « syndicalistes », qui sont une arlésienne, ne rencontrant qu'un succès groupusculaire... C'est le retour des nervis du patronat !

Nous affirmons par conséquent que l'idéologie d'extrême droite n'est pas soluble dans le syndicalisme, et inversement !

Adhérer à la CGT ou créer un syndicat CGT sur son lieu de travail est synonyme de prendre sa place dans une organisation qui rassemble les salariés à partir de leurs revendications, qui fait de la démocratie ouvrière sa ligne de conduite, qui forme ses adhérents, ses élus et ses mandatés.

Les organisations syndicales ont toujours défendu tous les salariés sans tenir compte de leur couleur, de leur religion ou de leur nationalité, et ont fait front commun pour dire que nos valeurs de solidarité sont à l'opposé des idées d'exclusion. Ce sont sept organisations syndicales (CGT, CFTC, CFDT, CGC, Unsa, FSU et Solidaires) qui se sont rassemblées en juin 2015 pour dire ensemble que les idées d'exclusion n'étaient pas compatibles avec le syndicalisme, et défendre le « vivre ensemble ».

C'est ce que porte l'article 1^{er} des statuts de la CGT qui « est ouverte à tous les salariés, femmes et hommes, actifs, privés d'emploi et retraités, quels que soient leurs statuts social et professionnel, leur nationalité, leurs opinions politiques, philosophiques et religieuses ».

À la CGT, il n'y a pas de préférence nationale ! Nous voulons contribuer « à la construction d'une société solidaire, démocratique, de justice, d'égalité et de liberté qui réponde aux besoins et à l'épanouissement individuel et collectif des femmes et des hommes ». Suite à la présentation de ces propositions, le « programme » du FN a été retiré de son site. Ne figurent plus dans la rubrique « Le projet » que les 144 « engagements présidentiels » de Marine Le Pen.

LA RÉALITÉ DES RÉFUGIÉS EN FRANCE

L'extrême droite tente de faire croire que la France accueille tout le malheur du monde : « *Il faut lancer le signal que nous n'accueillerons pas les réfugiés* », déclare la présidente du Front national. « *Il faut couper toutes les pompes de l'immigration sinon nous serons submergés !* » (BFM TV - 24/09/2015). Nous en sommes pourtant bien loin...

Les spécificités de la situation des réfugiés, qui demandent une prise en compte réelle, ne doivent pas conduire à rejeter les autres migrants, qui ne fuient « que » la misère et l'absence de perspectives chez eux. Chacun sait qu'aucun mur, aussi haut soit-il, aucune loi, aussi restrictive soit-elle, n'empêcheront jamais un migrant de tenter sa chance ailleurs s'il n'a aucune perspective d'avenir pour lui et sa famille chez lui.

Calais, Grande-Synthe ou Vintimille nous montrent une chose : l'immense majorité des réfugiés ne souhaitent pas s'installer en France. Ils sont en transit et ne déposent pas leur demande d'asile dans notre pays ! La France, « terre des droits de l'homme », n'est plus une destination choisie.

Si la jungle de Calais existe et existera encore demain, c'est en raison du protocole de Sangatte et des accords du Touquet signés en 2003 par Nicolas Sarkozy (qui fait de la France et de Calais/Boulogne la frontière de l'Angleterre).

En Belgique, il y a aussi des ferrys pour traverser la Manche, mais il n'y a pas de problème de fixation de population dans les ports belges parce qu'ils ne sont

UN RÉFUGIÉ — au sens de la Convention du 28 juillet 1951 relative au statut des réfugiés — est une personne qui se trouve hors du pays dont elle a la nationalité ou dans lequel elle a sa résidence habituelle. Celle-ci craint — avec raison — d'être persécutée du fait de son appartenance communautaire, de sa religion, de sa nationalité, de son appartenance à un certain groupe social ou de ses opinions politiques. Une situation de guerre civile est souvent en cours dans ces cas-là.
Les personnes essayant d'obtenir le statut de réfugié sont appelées demandeurs d'asile.

pas chargés de jouer les douaniers du Royaume Uni ! Le seul moyen pour régler la question de Calais est donc de revenir sur ces accords et de permettre une véritable liberté d'installation.

Ceux qui souhaitent déposer leur demande en France ne peuvent pas toujours le faire, en raison des accords de Dublin, qui permettent d'expulser un réfugié vers le pays d'entrée dans l'Union européenne.

SELON L'EXTRÊME DROITE, LES RÉFUGIÉS ROULENT SUR L'OR ET ONT DES AVANTAGES QUE LES FRANÇAIS N'ONT PAS !

En France un réfugié qui demande l'asile va toucher, lorsque son dossier est déposé, la somme de 202 euros par mois s'il est hébergé dans un centre d'accueil pour demandeurs d'asile et 303 euros s'il n'est pas hébergé. Rappelons que le Revenu de solidarité active (RSA) est de 514 euros pour une personne seule et que le seuil de pauvreté se situe à un peu plus de mille euros... Avant d'avoir pu déposer sa demande d'asile, un réfugié n'a droit à rien. Et cela prend souvent des mois.

Nous n'entrons pas dans une hiérarchisation des pauvretés. Cependant les réfugiés ne sont pas les mieux servis : pendant que leur dossier est étudié, ils n'ont pas le droit de travailler... Et l'attente est très longue : alors que l'instruction de ces dossiers devrait avoir lieu en moins de six mois, elle peut durer un à deux ans. En effet, ce secteur n'est pas considéré comme prioritaire, et les moyens ne sont donnés ni aux préfectures, ni à l'Office des migrations internationales (OMI), ni à l'Office français pour les réfugiés et apatrides (Ofpra)...

Rappelons qu'en 2015, 79 126 demandes d'asile ont été enregistrées et 19 447 ont été acceptées, soit 24,6 % des demandes : un peu moins d'un demandeur d'asile sur quatre a obtenu le statut de réfugié, les Afghans étant la première nationalité acceptée. Quant à la relocalisation de réfugiés syriens, la France s'était engagée à en accueillir 3 000 avant la fin de 2017. En aout 2016... nous n'en avons accueilli que 1 330 !

LE PROBLÈME C'EST LA XÉNOPHOBIE, PAS LES RÉFUGIÉS

En «vidant» Calais, Bernard Cazeneuve a dispersé les réfugiés sur tout le territoire dans des centres d'accueil et d'orientation (CAO).

Ce fut pour l'extrême droite l'occasion de porter une campagne de haine qui s'est globalement soldée par un échec... Dans de nombreuses communes de toutes tailles, les manifestations pour la solidarité et l'accueil digne des réfugiés ont compté plus de participants que les rassemblements xénophobes.

Si le maire FN de Villers-Cotterêts a dû reconnaître en octobre 2016 que les réfugiés installés dans sa ville ne posaient «*aucun problème d'ordre public*» (20 minutes du 25/10/2016), l'extrême droite a tenté d'empêcher l'ouverture des CAO tout au long de l'année 2015... En vain ! Alors que 165 centres ont été ouverts dans toutes les régions françaises, il n'y a pas eu de problèmes avec les populations des villes et villages qui les ont accueillis... Les Français se sont mobilisés comme ils l'ont déjà fait par le passé pour accueillir d'autres femmes et hommes demandant refuge !

Les comités d'entreprises — notamment ceux gérés par la CGT — ont ouvert leurs centres pour l'accueil de ces réfugiés, montrant ainsi notre solidarité avec les victimes des guerres... et déclenchant parfois des violences racistes. Ainsi, des coups de feu ont été tirés dans la nuit du 4 octobre 2016 sur les bâtiments du centre de vacances de la CCAS EDF de Saint-Brévin-Les-Pins (Loire-Atlantique). Ces exactions aussi inadmissibles qu'exceptionnelles sont le fait de quelques nervis d'extrême droite. Si ces violences font la Une des médias, la solidarité se poursuit.

Nous affirmons notre soutien à celles et ceux qui aident les réfugiés. Nous exigeons l'abandon du délit de solidarité qui permet de poursuivre et condamner des citoyens faisant simplement preuve d'humanité !

Les réfugiés veulent la paix, et cherchent à vivre en paix. Nous devons réussir l'accueil de celles et ceux qui fuient la guerre et la mort dans leurs pays...

À la CGT, nous savons que les peuples ne sont pas responsables des guerres ; c'est pour cela que nous sommes solidaires des réfugiés !

DIEUDONNÉ, UN POLITICIEN QUI NE FAIT RIEN POUR LES MINORITÉS

Dieudonné a très tôt fait de la politique : il est ainsi candidat à Dreux pour les législatives de 1997, face à la candidate FN Marie-France Stirbois, et se présentera à bien d'autres élections par la suite. Depuis plus de quinze ans, il est devenu un des plus importants propagandistes d'extrême-droite. La question que nous devons nous poser n'est pas tant « comment est-il devenu comme ça ? » (il n'y a jamais rien d'automatique à tomber dans la haine) ; mais « comment a-t-il popularisé une idéologie antisémite, complotiste et haineuse ? »

Il y a en France une tradition antisémite ancienne et ancrée qui, comme le racisme, traverse toute la société et tous les courants politiques, y compris à gauche. Dieudonné l'a bien compris et s'est lancé dans ce créneau dès le début des années 2000. Il utilise au départ son image de prétendu défenseur des minorités noires. Ainsi, il prétend vouloir faire depuis longtemps un film sur la traite négrière... et ne l'a jamais réalisé. Il choisit donc de mettre cela sur le compte de l'influence des « sionistes » et sur un prétendu « deux poids deux mesures » entre le traitement de la Shoah et celui de l'esclavage, mettant ainsi en concurrence les minorités et les événements. Il a pourtant réalisé deux films en 2012, qui s'intitulent *L'Antisémite* et *Métastases*, et dont aucun ne parle de l'esclavage.

Signalons que Dieudonné est également homophobe. À l'époque du vote de la loi pour le mariage pour tous, il déclarait que c'était un « projet sioniste qui vise à diviser les gens ».

Un homme d'affaires prospère

Humoriste, Dieudonné revendique de longue date un aspect politique dans ses spectacles, et il a mis son talent au service de la haine la plus ignoble. L'humour est un excellent vecteur de la déshumanisation et de l'infériorisation. Il facilite l'adhésion, en déresponsabilisant aussi bien l'auteur que ceux qui écoutent, sur le mode : « ce n'est pas grave, c'est pour rigoler, c'est de la provocation ». De plus, cela lui permet d'allier propagande et business. Car Dieudonné n'est pas désintéressé. En 2014, la société de Dieudonné – officiellement dirigée par sa compagne – a fait un chiffre d'affaires de 4,2 millions d'euros et un bénéfice avant impôts de 1,6 million d'euros, trois fois celui de l'année précédente (<http://www.capital.fr/a-la-une/actualites/le-business-toujours-plus-florissant-de-dieudonne-1052157>). Il a aussi lancé ce qu'il prétend être une « assurance anti-système », en fait une entreprise de courtage en assurance tout ce qu'il y a de plus classique (<http://www.slate.fr/story/115487/dieudonne-ananas-assurance>). Cela devait selon lui permettre de récolter en un an un million d'euros qui seraient reversés aux Palestiniens. Dieudonné a fait un chèque de... 1 000 000 de francs CFA, soit 1 524 euros. On voit là la réalité de son soutien à la cause palestinienne, d'ailleurs particulièrement instrumentalisée par les antisémites, qui se renomment pour l'occasion antisionistes.

Un négationniste condamné à plusieurs reprises

Dieudonné est un excellent communicant : il loue un théâtre à Paris (la Main d'or), il a sa chaîne Youtube, des pages Facebook

ANTISÉMITISME ET RACISME : DEUX IDÉOLOGIES DE HAINE, MAIS AVEC CHACUNE LEUR LOGIQUE PROPRE

Si historiquement le racisme et l'antisémitisme se sont construits en visant des minorités différentes (l'ensemble des populations « non occidentales » pour le premier, les Juifs pour le second), la vraie différence réside dans la manière d'appréhender ces minorités. Le racisme est une idéologie de l'exploitation et de l'inégalité : certaines populations sont jugées inférieures, et à ce titre sont surexploitées, économiquement et socialement. La logique antisémite présente quant à elle les minorités ciblées comme des « corps étrangers », des parasites, à qui l'on prête une volonté de domination et l'origine des problèmes d'une société. C'est donc une logique complotiste et d'extermination : il faut se débarrasser des catégories mises en cause, qui n'auraient aucune place dans la société et dont l'existence même est posée comme problématique.

Faire des distinctions ne revient pas à faire une hiérarchie : toute atteinte à l'égalité et aux droits humains doit être combattue ; et il n'est pas besoin pour cela de faire des comparaisons, les faits suffisent. Mais pour lutter efficacement contre un phénomène, pour l'identifier précisément, il faut en comprendre les logiques et les conséquences.

(comptant des centaines de milliers d'abonnés), une communauté de fans fidèles qui ne rechignent pas à payer et constituent, au sein de la fachosphère, une « dieudosphère ». Ses supports font souvent référence dans leur nom à la « quenelle », ce salut nazi nouvelle version qu'il a popularisé, au point que des syndicalistes l'ont parfois repris. Dieudonné s'est rapproché dans les années 2000 du FN (où il ne fait pas l'unanimité) et des milieux négationnistes (Ginette Skandrani, Serge Thion, Paul-Éric Blanrue...). L'historienne Valérie Igounet indique que « la dénonciation du "complot américano-sioniste", l'axe du mal, figure au centre de cette rhétorique » négationniste.

En 2008, Dieudonné invite sur la scène du Zenith de Paris le négationniste Faurisson, pour lui faire remettre un prix par un comédien en tenue de déporté. Et on ne compte plus les références aux chambres à gaz, à la Shoah... Dieudonné a été condamné à plusieurs reprises pour injures antisémites, provocation à la haine et à la violence raciale, diffamation, ou encore contestation de crimes contre l'humanité...

Dieudonné, la haine et l'abjection au programme

Dieudonné n'appelle pas systématiquement à voter FN. Ainsi pour les régionales de 2015, il se disait favorable à l'abstention... sauf en Paca où il appelait à voter Marion Maréchal Le Pen. Mais

au travers de l'idéologie qu'il promeut dans ses spectacles, films, interviews et vidéos, il crée les conditions de la montée du fascisme et de la violence, et influence une partie de la population, notamment la jeunesse (et pas spécialement dans les quartiers populaires). Au nom du droit de tout dire (car on ne peut appeler ça liberté d'expression), Dieudonné va très loin, et pas uniquement à l'encontre des Juifs. Il a ainsi diffusé en 2015 une vidéo se présentant comme une interview avec Patrice Alègre, et évoquant en ces termes les enfants handicapés : « Morte-née accrochée au fion de sa mère », « cancrelat tout désarticulé », « baignant dans sa pisse et dans ses excréments »... Elle a été retirée assez rapidement.

La candidature de Dieudonné aux législatives en juin à Évry, face à Manuel Valls, manifeste sa volonté de continuer à attirer toujours plus vers l'antisémitisme, le complotisme et l'anti-système stérile, en surfant sur la détestation de Valls (légitime en soi). Son suppléant est ce jeune militant d'extrême-droite qui avait giflé Valls en janvier 2017.

Ne nous y trompons donc pas. Dieudonné nourrit la haine et le fascisme, à l'opposé de ce que porte la CGT : la prise en main de leurs problèmes par le monde du travail, pour l'égalité des droits, la justice sociale et la solidarité internationale.

L'EXTRÊME DROITE CONTRE LES DROITS DES FEMMES

Les femmes ont toujours moins soutenu l'extrême droite que les hommes... Peut-être parce que la place faite aux femmes par l'idéologie et ces mouvements la réduisent à un « être de dévouement » qui est éloigné de leur aspiration à l'égalité et à l'émancipation que soutient la CGT...

Hier comme aujourd'hui, les dimensions racistes, xénophobes et nationalistes s'articulent très nettement avec la dimension sexiste.

Le FN défend toujours la préférence nationale et la préférence familiale. Dans ce cadre, les femmes françaises sont appelées à la fonction de reproduction pour la nation, en accroissant la natalité. La « famille française » – couple hétérosexuel, marié, avec des enfants – est considérée comme la cellule de base de l'ordre social et national. Dans cette logique, la répartition des fonctions cantonne les femmes à un rôle de mère et d'épouse qui reste au foyer.

Référence pour l'extrême droite catholique, la « vierge Marie » représente l'image de celle qui se dévoue, se sacrifie, et qui n'existerait qu'à travers l'homme qu'elle met au monde. Marie est associée à Jeanne d'Arc, à d'autres personnages comme des reines (Blanche de Castille par exemple)... Elles offrent l'image de la femme idéale comme être de pureté, de dévouement, soit par la virginité, soit par la maternité. Un dévouement qui dépasse sa vie personnelle. De plus, une figure comme celle de Marie est instrumentalisée afin d'exalter la civilisation occidentale et chrétienne. Celle de Jeanne d'Arc sert régulièrement à dénoncer « l'invasion étrangère », les immigrés.

Un récent communiqué du FN sur la natalité est sans équivoque : « *La natalité française s'effondre... alors que l'immigration augmente encore. [...] Cette évolution est particulièrement inquiétante... Elle est la conséquence directe des attaques en règle contre la politique familiale menées par les gouvernements de François Hollande et poursuivies par celui d'Emmanuel Macron* » qui préféreraient « *subir une immigration de masse plutôt que de promouvoir une véritable politique familiale et nataliste* ». La place assignée aux femmes serait donc celle d'être seulement un ventre ? Mais alors, pourquoi les députés FN se sont-ils opposés à un congé maternité européen de 20 semaines ?

Même si Madame Le Pen a voulu gommer cette image dans sa campagne en se présentant comme une femme « divorcée, mère de trois enfants », « moderne » et « libre », elle ne parle des femmes dans son programme qu'une seule fois à la proposition n° 9 (sur 144) : « *Défendre les droits des femmes : lutter contre l'islamisme qui fait reculer leurs libertés fondamentales ; mettre en place un plan national pour l'égalité salariale femmes-hommes et lutter contre la précarité professionnelle et sociale.* »

Outre l'instrumentalisation de l'islamisme qui mettrait en danger la place des femmes, comme elle le fait systématiquement dès qu'un fait divers ou une simple rumeur lui permet de rabâcher sa diatribe, la candidate se déclarait pour l'égalité salariale femmes-hommes...

Pourtant, les votes du FN à l'Assemblée nationale et au Parlement européen ne vont pas dans ce sens. En mars 2016, le Parlement européen votait sur l'avancée de l'égalité femmes-hommes au sein de l'Union européenne.

L'extrême droite a rejeté l'article 5, qui souligne « *qu'une participation égale des femmes et des hommes au marché du travail permettrait d'augmenter de manière substantielle le potentiel économique de l'Union européenne* », et l'article 21, qui invite la Commission et les États membres à « *étudier la possibilité d'inclure des clauses de parité femmes-hommes dans les appels d'offres pour des marchés publics* ». Nous sommes donc dans le double discours !

Dans son programme présidentiel en 2012, Marine le Pen proposait également un revenu pour « *les mères au foyer* ». Depuis, le terme a été habilement remplacé par « *la libre répartition du congé parental* » dans le programme de 2017 (proposition 55). C'est ce qui existait jusque très récemment, et on sait ce que ça donne dans la pratique : ce sont très majoritairement les femmes qui le prennent et pas toujours par choix (stéréotypes sexistes, salaire inférieur au conjoint...), ce qui pénalise un peu plus leur déroulé de carrière, leur rémunération et leur retraite. Il est clair ici que c'est bien à une société à deux vitesses que ce discours invite : certes, on ne remet pas en cause le droit au travail des femmes, mais on affirme ici que « *c'est une liberté de ne pas travailler* » et on suggère que les plus précaires s'arrêtent de travailler, tandis que les plus qualifiées pourront continuer. Rien n'est proposé évidemment pour lutter contre la précarité que subissent les femmes (et les hommes), rien contre toutes les inégalités, notamment salariales...

En mars 2016, l'eurodéputé FN Dominique Martin prônait « *le droit des femmes à rester chez elles* ». Argument : « *Ça aurait l'avantage de libérer des emplois, ça aurait l'avantage de donner une meilleure éducation à nos enfants, ça aurait l'avantage de sécuriser nos rues parce qu'ils n'y traîneraient pas et ne seraient pas soumis à la drogue.* »

Dans le même texte, l'extrême droite s'est opposée au droit à l'avortement : ils ont voté contre le paragraphe 45 qui insistait sur le fait que les femmes « *doivent avoir le contrôle de leur santé et de leurs droits sexuels et reproductifs* », notamment « *grâce à un accès aisé à la contraception et à l'avortement* ». L'eurodéputé Aymeric Chauprade avait alors dénoncé le texte, selon lui « *un éloge de la culture de mort par le soutien explicite qu'il apporte à l'avortement, véritable arme de destruction massive contre la démographie européenne* ».

Et si Madame Le Pen dit accepter le droit à l'avortement, le site du FN met plus en évidence l'attaque en règle contre ce droit par Marion Maréchal, laquelle déclarait vouloir couper les subventions au Planning familial pendant que sa tante voulait « seulement » imposer au Planning d'aider les femmes à poursuivre leur grossesse...

Nous pourrions enfin rappeler leur volonté de revenir sur le mariage pour tous, leur volonté de réserver la PMA aux seuls couples mariés et pour raison médicale...

TOUTES CES ORIENTATIONS SONT À L'OPPOSÉ DE CE QUE DÉFEND LA CGT :

- le droit des femmes à travailler et donc à être autonome dans leurs choix de vie ;
- l'égalité réelle femmes-hommes dans l'entreprise, égalité salariale, égalité de carrière : garantir l'égalité salariale par de réelles sanctions pour les entreprises et administrations qui discriminent, la revalorisation des métiers à prédominance féminine, la fin des temps partiels de moins de 24 heures par semaine ;
- affirmer le soutien à la parentalité : allonger les congés maternité et paternité, évaluer la réforme du congé parental, revaloriser le congé parental qui est un levier indispensable à un meilleur partage, qui doit être pris en charge au même niveau que le congé maladie (minimum 50 % de la rémunération), avec un minimum forfaitaire de 50 % du Smic, élaborer un grand plan de création de places en crèches et des droits garantis par la loi à 10 jours enfants malades (sans jours de carence) pour tous les parents d'enfants de moins de 12 ans ;
- des mesures pour lutter contre les violences sexistes et sexuelles au travail et pour protéger les femmes victimes de violences ;
- un accès libre et remboursé à la contraception et à l'IVG sur tout le territoire, la suppression de la double clause de conscience spécifique à l'IVG ;
- la mixité des filières de formation et des métiers ;
- agir pour la fin des stéréotypes de genre et du sexisme à l'école et dans les médias.

Fiche n° 16 / L'extrême droite en Europe — Campagne contre l'extrême droite

Les politiques d'austérité lancées après la crise de 2008, l'impunité et la cupidité de la « planète finance » ont nourri le ressentiment contre les élites, grandes gagnantes de la mondialisation.

Les investissements publics en zone euro sont passés de 4,5 % du produit intérieur brut en 2009 à 3,3 % aujourd'hui, les pensions grecques ont baissé à treize reprises, les aides touchées par une famille britannique moyenne ont reculé de 3 950 livres sterling (4 430 euros) en 2010, à 3 460 livres sterling en 2018. Le gel des salaires a avant tout pénalisé les classes moyennes et populaires, également frappées de plein fouet par le chômage. De plus, les emplois créés sont plus précaires qu'avant 2008. D'ailleurs, le taux de pauvreté européen a augmenté de façon continue depuis 2007, passant de 16,6 % à 17,3 %.

Face à cela, le secteur financier, massivement renfloué par l'argent public pendant la crise (950 milliards d'euros entre 2008 et 2010 en Europe) a rapidement retrouvé une santé insolente !

Tout ceci alimente les mouvements d'extrême droite dans de nombreux pays de l'Union européenne. Les droites nationalistes et identitaires mènent par ailleurs une contre-révolution culturelle sur le terrain de l'immigration et des valeurs traditionnelles.

Néanmoins, elles poursuivent le même projet économique que leurs rivales. Par conséquent la mise en scène, dans la sphère politique, d'un duel « libéraux contre populistes » est un leurre, un clivage trompeur que ne saurait accepter la CGT. À noter les attaques contre les droits sociaux en Autriche, contre les droits des femmes en Pologne ou bien la presse en Hongrie, qui viennent violemment éclairer la réalité concrète pour les citoyens et travailleurs.

Comme on le voit donc actuellement, le capitalisme en crise ne veut rien céder aux justes revendications des salariés. Au contraire, il cherche à les diviser : pointer du doigt le migrant, l'étranger, le privé d'emploi sert à contourner la cible de la colère légitime de celles et ceux qui ne vivent que de leur travail.

Nous pouvons mesurer les avancées idéologiques de l'extrême droite parce qu'elle gangrène non seulement les partis de droites conservatrices – qui se radicalisent – mais aussi une partie de la social-démocratie, voire ailleurs sur l'échiquier politique : c'est le cas, par exemple en France, d'une conception de la laïcité très anti-musulmane qui va de l'ex-FN, le Rassemblement national, en passant par « Les Républicains »... Cela se traduit aussi par des coalitions droite-extrême droite à la tête de plusieurs pays (Autriche, Bulgarie...), voire des coalitions populistes comme en Italie entre La Ligue et le Mouvement 5 étoiles.

Le refus de l'immigration marqué par le rejet du « musulman », dans un discours le réduisant au terrorisme, est venu se rajouter à l'antisémitisme historique de cette mouvance : c'est l'un des ciments idéologiques de ces mouvements partout en Europe.

Cependant, cette mouvance recouvre des mouvements différents, portés par des projets politiques où le poids de l'histoire des peuples reste le fondement. En Espagne, les derniers résultats électoraux de Vox, parti d'extrême droite remet sur le devant de la scène les héritiers de Franco. Dans les pays de l'est de l'Europe, le rejet de ce que furent les régimes prosoviétiques conduit à légitimer des mouvances nationalistes (c'est le cas en Pologne, en Hongrie, en Bulgarie ou en Tchéquie). Celles-ci restent cependant marquées par son incapacité à travailler ensemble. Ainsi les populistes d'extrême droite, de droite souverainiste, nationaliste, autoritaire se répartissent dans plusieurs groupes au Parlement européen :

- le groupe Europe de la liberté et de la démocratie directe (EFDD) rassemble les Anglais pro-Brexit de l'UKIP et le Mouvement 5 étoiles italien, mais aussi Debout la France ou bien les Patriotes ;
- Europe des nations et des libertés (ENL) regroupe le parti lepéniste, la Ligue italienne, des Flamands et des Néerlandais ;
- chez les non-inscrits se retrouvent l'Alliance pour la paix et la liberté composée d'ultranationalistes (slovaques, roumains et Jean-Marie Le Pen) ;
- l'Alliance européenne des mouvements nationaux (AEMN) regroupant le MSI italien ou le parti national démocrate bulgare ou le Jobbik hongrois au pouvoir.

Dans d'autres groupes comme le CRE (conservateurs et réformistes européens) se retrouve le parti Droit et justice au pouvoir actuellement en Pologne.

Attention cependant, car la volonté politique de se fédérer apparaît médiatiquement : l'ancien directeur de campagne de Trump, Stephen Bannon, figure de l'*alt-right* américaine, vient de s'installer à Bruxelles avec l'ambition de rassembler dans son centre baptisé « Le Mouvement » les différentes forces de l'extrême droite, des droites autoritaires et extrêmes dans l'objectif de gagner les élections européennes de mai 2019.

Ce personnage, qu'on peut qualifier de fasciste, était très présent au côté du chef de l'UKIP dans la campagne pour la sortie du Royaume-Uni de l'Union européenne, mais aussi au côté de Salvini de la Ligue en Italie. À préciser que ce milliardaire, ancien cadre de la banque américaine Goldman Sachs, se prononce « *pour le démantèlement de l'État et la dérégulation totale au profit des entreprises privées* ». Sa cible privilégiée est la gauche marxiste tenue pour responsable de tous les maux qui ont hâté le déclin de l'Amérique.

Enfin, des groupuscules extraparlimentaires néofascistes comme CasaPound en Italie ou bien néonazis comme au

Danemark, en Suède ou en Lettonie, sont en progression et font vivre les pires idées xénophobes et révisionnistes.

Il est à souligner aussi que cette hausse de l'affichage de l'extrême droite et la diffusion de ses discours s'accompagnent d'une recrudescence des actes racistes comme en Allemagne ou en Italie.

Le mouvement syndical européen a donc une lutte pour la démocratie à intensifier : la CGT combat à son niveau cette progression extrémiste dangereuse pour les droits des travailleurs !

Les exemples en Europe

ALLEMAGNE

AFD (12,6 % le 24 septembre 2017 – 92 sièges).
Troisième parti mais deuxième dans la partie orientale.

AUTRICHE

FPÖ - Parti de la liberté d'Autriche (26 % des voix le 15 octobre 2017 et troisième parti à un pont derrière le SPÖ). Gouverne avec la droite conservatrice, a la vice-chancellerie, six ministres.

PAYS BAS

Parti pour la liberté (PVV) de Geert Wilders.
Deuxième force du parlement avec 20 sièges sur 150 (anti-islam) et 13,1 % des voix.

BULGARIE

ATAKA / Coalition « Patriotes unis ».
Troisième aux législatives de 2017 avec 9,1 % des voix et 27 députés (entrés au gouvernement dans le cadre d'une coalition).

BELGIQUE

- Vlaams Belong ;
- NVA: Nouvelle alliance flamande.

ITALIE

La Ligue du Nord devient La Ligue en 2018 (18 % des voix aux dernières législatives de mars 2018) – anti-euro et anti-immigrés. Gouverne avec le Mouvement 5 étoiles (M5S).

SLOVAQUIE

Notre Slovaquie (LSNS) est un parti néonazi lancé en 2012. Il entre au Parlement en 2016 (14 sièges sur 150).
Le Parti national slovaque (SNS) fait de gros scores depuis vingt ans. Il est au gouvernement depuis 2016 dans le cadre d'une coalition « rose-brun ».

GRÈCE

Aube dorée : troisième place aux législatives de septembre 2015 avec 6,99 % des voix et 18 députés.
Défenseur de la « race blanche ».

SUÈDE

Le Parti des démocrates de Suède créé en 1998 obtient 17,5 % des voix le 9 septembre 2018 (5 points de plus que la précédente élection). Il est le troisième parti suédois.

HONGRIE

JOBBIK (mouvement pour une meilleure Hongrie) – deuxième force du Parlement avec 26 députés et 19 % des voix.
Le Premier ministre Viktor Orban et son parti Le FIDESZ (parti conservateur) a su capitaliser la fierté nationale des Hongrois.

RÉPUBLIQUE TCHÈQUE – SPD

Le SPD est anti-immigration et anti-UE.
10,6 % des voix – 22 sièges sur 200 au 21 octobre 2017.

SUISSE

UDC (Union démocratique du centre) dépasse les 25 % de voix depuis 2003.

POLOGNE

PiS – (Droit et Justice) : inspiré par modèle hongrois, Janoslaw Kaczynski a mis en place une droite qui développe des pratiques très autoritaires sur des bases très conservatrices. Se rapproche des « démocraties » telles que la Russie.

NORVÈGE

Parti du Progrès : il fait partie du gouvernement depuis 2013 avec les conservateurs (15,7 % des voix aux législatives de septembre 2017).

Extrême droite et médias

Depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale, la posture de l'extrême droite vis-à-vis des médias consiste essentiellement à se plaindre d'être ignoré, ou encore à accuser les médias de présenter ce courant de manière négative ou fautive.

Plus largement, l'extrême droite cherche à miner la crédibilité du journalisme en général, entreprise facilitée par la crise de confiance dans la démocratie issue notamment des mensonges de l'administration Bush sur les armes de destruction massive en Irak après les attentats du 11 septembre 2001. **Dans les municipalités d'extrême droite, c'est la presse locale qui est visée, les journaux municipaux ou pages Facebook des mairies cherchant à se présenter comme les meilleures sources d'information.** À Béziers, c'est également l'affichage municipal qui est instrumentalisé.

Méfiance de l'extrême droite envers les médias traditionnels

Ces dernières années, où il fut loin d'être absent des principaux médias, le FN n'a pas hésité à faire le tri des journalistes ou des organes de presse autorisés à couvrir les événements qu'il organise¹. Au congrès de mars 2018, où le parti d'extrême droite a été renommé Rassemblement national, était présent Steve Bannon. L'ancien conseiller de Donald Trump, ex-président du site Breitbart News et vice-président de Cambridge Analytica (la société qui a pu aspirer des dizaines de millions de profils Facebook et les utiliser pour la campagne du candidat Trump), désormais installé à Bruxelles, a fait siffler les médias et invité les adhérents à porter comme un badge d'honneur les qualificatifs de racistes, islamophobes ou xénophobes².

Si on ne peut jeter l'opprobre sur l'ensemble d'une profession, exercée dans des conditions de précarité grandissante (et sans pour autant considérer que tout est parfait), le traitement médiatique de l'extrême droite n'est pas sans intérêt, dans son aspect global. Ainsi, à l'accession de Marine Le Pen à la tête du parti en 2011 s'est imposé le récit d'un « nouveau FN », malgré la permanence des fondamentaux les plus inquiétants

de ce parti. Cela participe de la banalisation des idées d'extrême droite. Plusieurs journaux mènent cependant un travail d'analyse sur l'extrême droite et son principal parti³.

L'extrême droite dispose de ses propres médias

En parallèle de ses critiques de la presse, souvent présentées comme une défense de la liberté d'expression, l'extrême droite a développé ses moyens de communication. Le FN a innové dès le début des années 1980 avec Radio Le Pen (qui délivrait des infos quotidiennes par téléphone) et en distribuant des cassettes vidéo dans les boîtes aux lettres. En 1986, le FN est le premier parti politique français à se doter du minitel (3615 Natio). Dix ans plus tard, il se dote d'un site internet (www.front-nat.fr), trois semaines avant Les Verts. En 2015, Marine Le Pen a plus de followers Twitter (545 000) et de fans Facebook (650 000) que Nicolas Sarkozy ou François Hollande.

Au-delà du RN, c'est toute la galaxie de l'extrême droite et du néofascisme qui a su le mieux s'emparer des outils de communication numériques. Ainsi, les sites politiques les plus consultés sont Égalité et Réconciliation d'Alain Soral et Fdesouche, loin devant des sites institutionnels ou ceux de syndicats comme la CGT ou la CFDT⁴.

Plusieurs exemples de publications liées à l'extrême droite

L'extrême droite a aussi, et depuis longtemps, ses propres organes de presse. Elle n'a jamais négligé les journaux papier. Parmi les publications toujours existantes, citons, sans être exhaustifs :

- *Minute* : cet hebdomadaire qui soutient le Front national dès la fin des années 1970 a vu ses tirages passer de 250 000 exemplaires dans les années 1980 à 40 000 en 2007. Patrick Buisson y a travaillé de 1981 à 1987, avant de poursuivre sa carrière à *Valeurs actuelles*, puis comme conseiller politique (Philippe de Villiers, Nicolas Sarkozy) et directeur de la chaîne de télé Histoire (dont il a démissionné en septembre 2018) ;

1. <http://www.lefigaro.fr/elections/presidentielles/2017/04/28/35003-20170428ARTFIG00263-entre-le-fn-et-les-medias-le-bras-de-fer-permanent.php>

2. https://www.lemonde.fr/politique/article/2018/03/10/l-ancien-conseiller-controverse-de-donald-trump-steve-bannon-present-au-congres-du-fn_5268820_823448.html et https://www.liberation.fr/planete/2018/04/10/cambridge-analytica-la-pieuvre-de-l-extreme-droite-americaine_1642499

3. <https://www.tdg.ch/monde/relation-compliquee-medias-front-national/story/26120385>

4. <https://blogs.mediapart.fr/antoine-bevort/blog/211016/les-trente-sites-politiques-francais-ayant-le-plus-d-audience-sur-le-web-0>

- *Rivarol*, journal se présentant dès sa création en 1951 comme « antisystème », est aussi antisémite et soutient des négationnistes. Il tirait à 5000 exemplaires dans les années 2010. Pour le banquet organisé pour les 65 ans du journal en 2016, on comptait 600 personnes dont Jean-Marie Le Pen, Alexandre Gabriac, Hervé Ryssen ou le négationniste Robert Faurisson. Ce journal compte de nombreuses condamnations pour incitation à la haine raciale, contestation de crime contre l'humanité ou injure publique ;
- *L'incorrect* : magazine fondé par des proches de Marion Maréchal, dont le premier numéro, en septembre 2017, titrait sur « ceux qui ne sont rien ». C'est un lieu de rencontre de toutes les droites et extrêmes droites... mais aussi de quelques auteurs venus d'autres champs, comme le politologue Pierre-André Taguieff, qui a écrit sur le racisme, l'antisémitisme et se dit « ni de droite ni de gauche » ;
- *Valeurs Actuelles*, *Causeur* : ces journaux se situent au croisement de la droite et de l'extrême droite, ce que Ménard appelle « la droite hors les murs ».

Créée en 1987, Radio Courtoisie est devenue un passage incontournable. Cette radio associative, qui se veut la « *radio libre du pays réel et de la francophonie* » fait par là référence à Charles Maurras, pilier de l'Action française⁵ tandis que le fondateur de la radio aime citer Maurice Barrès (écrivain et homme politique de la fin du XIX^e siècle, nationaliste antisémite, connue pour cette expression : « *La terre et les morts* »).

L'image n'est pas en reste. On compte quelques chaînes de télé en ligne, dont TVL (TVLibertés, fondée par Jean-Yves Le Gallou, ancien du Front national tout comme Philippe Milliau et Martial Bild qui animent cette télé), Indipendenza... Il y a aussi quelques reporters « indépendants » dont Vincent Lapierre, qui a commencé chez Égalité et Réconciliation avant de lancer récemment son site Le Média Pour Tous. Il ne craint pas de venir sur des manifestations de gauche mais s'est par-

ticulièrement fait connaître pour sa couverture des gilets jaunes, où ses vidéos circulent largement⁶.

Signalons également l'association de promotion de documentaires Clap 36, de Béatrice Pignède, qui a travaillé pendant quinze ans pour la télévision (France 3, Arte) avant de se rapprocher de Soral, Dieudonné et Thierry Meyssan, auteur d'un livre complotiste sur le 11 septembre et lui aussi favorable à la liberté d'expression des négationnistes. En 2004 elle réalise un documentaire, « Propagande de guerre, propagande de paix ».

Des maisons d'édition au service de l'extrême droite

L'extrême droite ou les courants nationalistes, xénophobes et/ou antisémites comptent également quelques maisons d'édition : l'Aencre (où sont édités le dessinateur Konk qui est pour la liberté d'expression des négationnistes, la dessinatrice Chard qui alterne illustrations pour livres jeunesse et dessins pour *Rivarol*, et qui est depuis quelques années directrice de la publication du quotidien *Présent*, Roland Gaucher, Jean Mabire...), Kontre Kulture, liée à Égalité et Réconciliation (qui publie Soral, Marion Sigaut, Serge Ayoub, Paul-Éric Blanrue ainsi que des rééditions de Drumont, Sorel, Maurras ou Goebbels, en plus de vendre des classiques édités ailleurs comme *1984* d'Orwell ou Balzac), Dualpha (Alain de Benoist, Jean-Pierre Blanchard...), la plus récente, la plus branchée et la moins identifiée, Ring qui mélange thrillers violents, essais autour du djihadisme, de serial killers, de la délinquance ou de l'immigration, musique et bandes dessinées de Marsault, passé récemment en procès pour avoir incité au cyberharcèlement d'une jeune militante féministe.

Cet aperçu montre à quel point l'extrême droite a investi la bataille des idées sans jamais renoncer à rien de son histoire, à visage découvert ou de manière plus discrète, et ceci depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale.

5. <https://www.franceculture.fr/histoire/pays-reel-quand-le-porte-parole-du-gouvernement-cite-maurras>

6. https://www.lexpress.fr/actualite/medias/le-journaliste-pro-dieudonne-chouchou-des-gilets-jaunes_2054976.html

Antisémisme

L'antisémisme est généralement défini comme un sentiment d'hostilité envers les Juifs, mais l'analyse de ce phénomène, comme d'autres oppressions et logiques de haine, mérite d'être un peu plus développée.

Un premier élément nécessaire, c'est que l'antisémisme n'est pas une forme de racisme qui viserait une population spécifique. Certes, il partage des mécanismes communs avec le racisme (haine, déshumanisation, manifestations individuelles aussi bien que collectives ou structurelles, existence de préjugés essentialisants, c'est-à-dire réduisant chaque personne de la minorité concernée à quelques caractéristiques ou comportements...), mais la manière dont sont respectivement perçues les minorités concernées diffère.

Dans le racisme, certaines populations, que l'on croit pouvoir identifier « visuellement », sont jugées inférieures, et à ce titre sont surexploitées économiquement et dominées socialement. Le racisme est donc une idéologie de l'exploitation et de supériorité. La logique antisémite présente elle les minorités

ciblées comme des « corps étrangers », des parasites qui se mêlent au reste de la population sans être identifiables au premier regard. On prête aux Juifs une certaine puissance, une volonté de domination, des liens et intérêts communs indépendamment notamment des classes sociales et l'origine des problèmes d'une société. C'est donc une logique complotiste qui va jusqu'à la volonté génocidaire : il faut se débarrasser des catégories mises en cause, qui n'auraient aucune place dans la société et dont l'existence même est posée comme problématique. C'est une grille d'analyse qui est utile pour mieux comprendre le génocide des Tutsis au Rwanda ou l'islamophobie. Ce terme ne fait pas consensus, mais permet de désigner un phénomène qui a bien sûr des liens avec le racisme, anti-Arabs notamment, mais se rapproche de l'antisémisme au sens où les musulmans sont vus comme ayant tous le même objectif caché : dominer l'Europe.

Le « complot »

La logique antisémite comprend une dimension complotiste, et donc la compréhension de l'antisémisme est également particulièrement utile face aux théories du complot en général.

La particularité du complot est que le simple fait d'affirmer son existence suffit à le rendre réel. En effet, le complot relève du projet préparé secrètement, et sa clandestinité empêche toute preuve de son existence : la preuve du complot, c'est justement qu'il est impossible de le prouver.

Les « complotteurs » ont d'ailleurs une caractéristique inquiétante : le don d'ubiquité en même temps que le talent de ne se trouver nulle part de façon visible. Selon cette grille d'« analyse », le Juif est partout mais reste insaisissable.

Le mythe du complot divise le monde en deux camps : les manipulateurs et les manipulés. L'envergure mondiale que doit prendre le complot juif permet à ceux qui révèlent la machination (en diffusant par exemple les *Protocoles des Sages de Sion*, cf. page suivante) de lancer un message universel : chaque être humain est une victime probable des Juifs.

Le complot a une logique rassurante, car il explique de manière simpliste la réalité du monde. Il est un raccourci commode pour expliquer la complexité de la société contemporaine. Pour nombre de personnes touchées par les crises à répétition, l'incertitude est une solution inacceptable. De ce fait, les explications les plus terrifiantes de la situation sociopolitique sont préférables à une incertitude qui torture. Le complot réduit les problèmes du monde à un phénomène causal unique et à portée de main, identifié et reconnu. Il faut quand même exciter l'imaginaire en compliquant la situation avec des images de réunions secrètes, de réseaux cachés, d'actions souterraines, d'influences malfaisantes...

La théorie du complot est redoutable dans sa simplicité car elle résiste à tout démantèlement. Pire, ceux qui sont prêts à mettre en doute de telles théories sont taxés d'agents à la solde des complotteurs.

La facilité et la séduction des récits complotistes et la persistance de l'imaginaire antisémite demandent donc une grande vigilance dans nos publications et réflexions.

L'antisémitisme a un ancrage fort et ancien dans la société française, et ses principaux promoteurs puisent dans cette tradition. C'est le cas de Dieudonné ou d'Alain Soral, qui a réédité chez Kontre Kulture *La France juive* de Drumont, publié en 1886. Nous sommes donc loin d'un « nouvel antisémitisme » qui n'existerait que chez les jeunes issus de l'immigration ou musulmans.

L'antisémitisme moderne a des racines et partage des préjugés et un imaginaire avec l'antijudaïsme chrétien.

Jusqu'à la fin du Moyen-Âge, une législation de plus en plus sévère se met en place contre les Juifs (mariages mixtes prohibés, signe distinctif sur leur vêtement, la rouelle, impôts de plus en plus lourds...). Ils sont accusés de meurtre rituel, de déicide et tenus responsables de tous les maux de la société médiévale.

Ce n'est qu'à partir de la fin du XVIII^e siècle que les Juifs européens obtiennent l'égalité politique. La Déclaration des droits de l'Homme (1789) et l'acquisition de l'égalité civique par tous les citoyens (1791) sont des acquis importants des Lumières, avec la liberté de culte, de pensée, de presse, de circulation.

L'émancipation donne le libreaccès à toutes les professions (même politiques) et à tous les milieux. Cependant, elle alimente aussi l'illusion que l'antisémitisme est définitivement éradiqué, ce qui n'est malheureusement pas le cas. Il y aura un peu la même impression après la prise de conscience, lente et compliquée, de ce qu'a été la Shoah.

De sa naissance à aujourd'hui, le mouvement ouvrier, dans sa diversité, n'est pas épargné par l'antisémitisme. Cela ne veut pas dire qu'il n'est pas également combattu, mais l'étude et la prise en compte du phénomène varient dans le temps. Dans les périodes de crise de la décennie 1880-1890 et dans les années 1930, « *la poussée antisémite va de pair avec celle du nationalisme et de la xénophobie, que la gauche ne sait pas toujours combattre* » (Michel Dreyfus, *L'antisémitisme à gauche*).

Même si sa coloration évolue en fonction des époques et des contextes, on peut noter la persistance d'un antisémitisme économique (Juifs = Rothschild = banques) mais aussi complotiste, ce qui est illustré par les *Protocoles des Sages de Sion* ou des récits similaires.

Les *Protocoles* sont un document antisémite écrit à la fin du XIX^e siècle par un Russe qui travaillait pour la police tsariste. L'auteur a voulu faire croire qu'il s'agissait d'un ouvrage composé par un conseil de sages juifs dont le but était de dominer le monde et d'anéantir la chrétienté. Malgré les preuves abondantes de la falsification outrancière que représente cet ouvrage, celui-ci n'a cessé d'être traduit et diffusé dans le monde entier.

Aujourd'hui, toutes les organisations affichent leur lutte contre l'antisémitisme, et c'est important. Mais il convient, comme pour la lutte contre le racisme, le sexisme et les LGBTphobies, de parvenir à le traduire en actions concrètes, en interne comme dans notre sphère d'interventions syndicales.

L’EXTRÊME DROITE RESTE DANGEREUSE

Certains ont pensé que le fait de laisser se développer l’institutionnalisation de l’extrême droite dans la vie politique française conduirait à un affaiblissement des violences et des discours les plus radicaux. Visiblement, ils se sont trompés ! Ce serait plutôt l’inverse.

Les thèmes portés par le Rassemblement national imprègnent le débat public, tandis que la violence d’extrême droite se radicalise de plus en plus ouvertement dans les paroles comme dans les actes. Les violences d’extrême droite couvrent un panel très large : des mots aux attentats en passant par le cyber-harcèlement et les tags... Petit tour d’horizon pas du tout exhaustif...

Parce qu’il y a toujours une composante identitaire (nationale, européenne, « civilisationnelle »...) à l’extrême droite, ce courant politique se fonde sur le rejet et la haine de ceux qui n’appartiennent pas à leur définition de la communauté. De là découlent deux phénomènes :

- **l’essentialisation**, qui existe au-delà de l’extrême droite et qui réduit les individus à une seule de leurs caractéristiques et leur attribue à partir de là des opinions, des comportements ;
- **la déshumanisation**, au travers des mots employés, mais aussi de dessins et très souvent avec le prétexte de l’humour qui aide à lever les inhibitions. Les minorités visées sont présentées comme fondamentalement différentes, comme des parasites, des monstres, des « sous-humains » dangereux. Cela atteint dans leur dignité les personnes ciblées (pensons à *Valeurs actuelles* comparant Christiane Taubira à un singe, ou la même chose vis-à-vis de joueurs de foot par des supporters racistes, mais c’est aussi l’image du Juif profiteuse et dominateur, des musulmans qui soutiendraient ou prépareraient tous des attentats djihadistes ou des homosexuels assimilés à des pédophiles). Mais il y a un autre effet, sur les personnes non concernées : on s’habitue et on peut se laisser entraîner dans cette vision déshumanisante. Les Roms sont par exemple la catégorie qui suscite le plus une perception négative : on les voit comme ceux qui font mendier des enfants. Or si les enfants mendient dans la rue, c’est avant tout parce que les institutions refusent de les inscrire à l’école, que l’accès aux droits fondamentaux leur est dénié. La mise à mort par les nazis de millions de Juifs et Tziganes

pour leur seule appartenance à ces catégories, le génocide des Tutsis par des extrémistes hutus ou celui des Arméniens au début du xx^e siècle sont aussi le résultat de décennies de propagande, de discours et de caricatures contre eux, qui ont fini par « entrer dans la tête » de bien des gens.

LES PLUS FAIBLES TOUJOURS VISÉS

La déshumanisation et la haine se lisent particulièrement dans la volonté de viser des enfants (Fabien Engelmann, le maire d’Hayange, a fait distribuer dans les écoles à la Saint-Nicolas des petites saucisses au porc au lieu de bonbons) ou de laisser mourir (comme dans l’action de Génération identitaire dans les Alpes au printemps 2018 pour empêcher le passage de la frontière par des exilés).

Cette violence des mots, des discours, des images ne doit pas être minorée, car elle prépare et accompagne la violence physique et la radicalisation et se trouve sur toute la scène politique.

Les menaces et le harcèlement sont une autre étape, là aussi extrêmement difficiles à vivre. Trouver une croix gammée sur sa maison ou une lettre de menaces et d’insultes racistes dans sa boîte aux lettres quand on est Juif ou Musulman est extrêmement violent.

Les lieux de travail ne sont pas épargnés : cela va des pseudo-blagues dans les conversations aux tracts racistes anonymes, de la dégradation de casiers au harcèlement pur et simple.

Réagir est un impératif syndical : il ne faut pas hésiter à en faire part à son syndicat, voire à l’UL, l’UD ou la fédération, car ce sont parfois des situations délicates. La responsabilité de l’employeur dans la protection de la santé physique et mentale des salariés mais aussi dans la lutte contre les discriminations et le harcèlement doit être rappelée.

Les organisations qui défendent des positions opposées à celles de l’extrême droite ne sont d’ailleurs pas oubliées. 1^{er} septembre 2019 au soir, les militants de l’UL d’Oullins dans le Rhône découvrent leurs locaux tagués d’une croix celtique et de l’inscription « *la France aux Français* ». En juin 2018, c’est l’UL des 5^e et 9^e arrondissements de Lyon qui est recouverte de près d’une vingtaine de croix cel-

tiques et les lettres « FAF », pour France aux Français. En janvier 2019, c'est à Vesoul que les locaux CGT sont ciblés, avec une croix gammée, le symbole SS et NSDAP, l'acronyme en allemand du parti nazi. Fin avril 2019, c'est le local de l'Unef de la fac de droit de Clermont-Ferrand qui est dégradé avec la signature « Bastion social ». En 2013, le planning familial de Bordeaux avait trouvé ses locaux recouverts d'affiches du Printemps français et de l'Action française, et l'année suivante du slogan « Assassins ». Des militants d'extrême droite peuvent être présents dans nos manifestations syndicales, parfois sous couvert de journalisme, parfois avec leur banderole politique. Cela appelle la vigilance.

Ces faits-là, surtout s'ils visent des particuliers, ne sont généralement rapportés qu'à la rubrique « faits divers » de la presse locale, quand ils sont rapportés tout court.

PEU DE VISIBILITÉ SUR LE PHÉNOMÈNE

Le phénomène est donc peu visible, peu étudié, les enquêtes n'aboutissent pas souvent. Il est donc important d'écouter et d'accompagner les victimes et de faire remonter les infos.

Parce qu'elle a travaillé sa stratégie et fait preuve d'un activisme important, l'extrême droite dans sa diversité domine aujourd'hui internet et les réseaux sociaux. Et sait en faire une arme. Pour l'illustrer, on peut citer quelques affaires de cyber-harcèlement récentes. Le dessinateur Marsault, publié par la maison d'édition Ring et qui est suivi par 272 000 personnes sur Facebook (soit 5 fois plus que la page CGT confédérale) a été condamné début 2019 pour incitation au cyber-harcèlement d'une jeune militante féministe et antifasciste qui s'était simplement réjouie de la fermeture de son compte par Facebook et avait reçu des centaines de messages insultants, dégradants, menaçants¹. Pierre Serne, élu au conseil régional d'Île-de-France, s'est battu contre la suppression des réductions dans les transports pour les sans-papiers en 2016. La présidente de la région a dû réinstaurer cette réduction suite aux décisions de justice. Il est visé par des menaces à caractère homophobes et xénophobes de la part notamment des militants du site Réseau libre, des militants d'ultra-droite qui possèdent des armes et appellent au meurtre²...

LA VIOLENCE AU CENTRE DE CERTAINS GROUPES

Si les croix gammées qui fleurissent ou les têtes de sangliers et de porcs devant une mosquée ne sont généralement pas traitées comme un fait politique, des violences plus grandes ne le sont pas vraiment plus. Il est impossible de faire la liste des personnes blessées dans des agressions racistes ou homophobes, mais il faut signaler qu'elles ne sont pas seulement le fait de groupes de l'extrême droite organisée. Néanmoins, la violence est au centre de certains groupes : l'ouverture du Bastion social à Strasbourg a été suivie le soir même d'une agression. Le centre de Lyon où l'on trouve des locaux de Génération identitaire, de l'Action française et du Bastion social est régulièrement le théâtre d'agressions et de dégradations, au point que le passage de Marche des fiertés a été refusé dans ces quartiers par les autorités. Récemment, à Nantes, une descente a eu lieu dans un bar pour « casser de l'antifasciste ». Il serait pourtant faux de croire que c'est un phénomène uniquement urbain.

Par ailleurs, plusieurs projets ou tentatives d'attentats ont vu le jour ces dernières années, parfois par des personnes seules, parfois autour de groupes dont c'était l'objet. Les dernières affaires ont été légèrement plus médiatisées que par le passé. Les militants de l'OAS (référence à l'organisation du même nom qui a mené des attentats contre l'indépendance de l'Algérie) arrêtés en 2017 ont été relâchés début 2019 (à l'exception de leur leader, Logan Nisin, 23 ans, passé par l'Action française et qui tenait une page Facebook à la gloire du suprémaciste norvégien Anders Breivik qui a tué 77 personnes en juin 2011, cité par le tueur de Christchurch et bien d'autres). Un autre groupe a fait l'objet d'une dizaine d'arrestations en 2018 pour avoir préparé des attentats contre les musulmans, AFO (Action des forces opérationnelles). Récemment, en juin 2019, c'est un diplomate de haut rang qui a été arrêté en lien avec ce groupe.

Ces quelques exemples donnent une idée des diverses manifestations de la violence d'extrême droite. D'Ibrahim Ali et Brahim Bouarram en 1995 à Clément Méric en 2013, il ne faut jamais oublier que l'extrême droite tue !

Mieux la connaître c'est mieux la combattre : faites-nous part des incidents et des initiatives syndicales, petits ou grands à campagnecontreleracisme@cgct.fr.

1. <https://www.causette.fr/le-mag/lire-article/article-2159/le-dessinateur-marsault-poursuivi-pour-incitation-au-cyberharca-lement.html> et <https://www.actualitte.com/article/monde-edition/le-dessinateur-marsault-condamne-pour-harcèlement-et-injure-publique/93047>

2. <https://www.politis.fr/articles/2019/07/protection-refusee-a-pierre-serne-elu-menace-par-lultra-droite-40730/>